



**HAL**  
open science

## Rapport de mission en Allemagne (Munich 19-25 mars 2000)

Xavier Bougarel

► **To cite this version:**

Xavier Bougarel. Rapport de mission en Allemagne (Munich 19-25 mars 2000). 2000. halshs-00253402v2

**HAL Id: halshs-00253402**

**<https://shs.hal.science/halshs-00253402v2>**

Submitted on 14 Feb 2008

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## RAPPORT DE MISSION EN ALLEMAGNE (Munich, 19 / 25 mars 2000)

### I- APERÇU GENERAL DES ETUDES SUD-EST EUROPEENNES ET BALKANIQUES EN ALLEMAGNE

Dans le cadre de mon travail sur l'état des études balkaniques dans l'Europe communautaire, je me suis rendu à Munich du 19 au 25 mars 2000. Là bas, j'ai rencontré les responsables des principales institutions scientifiques travaillant sur l'Europe de l'est et du sud-est (*Südost-Institut*, *Osteuropa-Institut*, *Institut für Geschichte Ost- und Südosteuropas*, *Center for Applied Policy Research*, etc.), ainsi que ceux de la *Südosteuropa-Gesellschaft*. Ces divers entretiens m'ont permis d'avoir un aperçu relativement complet des études balkaniques à Munich. Par la suite, j'ai effectué une recherche documentaire importante (consultation des revues « *Osteuropa* », « *Südosteuropa* » et « *Südosteuropa-Mitteilungen* », recherche internet, etc.) et eu divers contacts épistolaires, dans le but de comprendre les débats en cours sur l'état et les perspectives des études est-européennes, et de mieux connaître la situation des études balkaniques à Berlin et à Leipzig. Vue l'ampleur de la tâche, toutefois, cette étude ne peut en aucun cas prétendre à l'exhaustivité, mais cherche plutôt à présenter certaines évolutions générales et certains exemples significatifs. De ce point de vue, je regrette tout particulièrement de ne pas avoir pu rassembler les informations nécessaires pour comprendre dans le détail la situation berlinoise, situation extrêmement confuse et changeante, et par rapport à laquelle cherchent à se positionner les deux autres pôles régionaux des études balkaniques que sont Munich et Leipzig<sup>1</sup>.

Pour comprendre l'état des études balkaniques en Allemagne, il est en effet nécessaire de bien garder deux faits à l'esprit. D'une part, il faut distinguer la situation de Munich, Berlin et Leipzig, véritables pôles régionaux regroupant plusieurs institutions scientifiques concernées par l'Europe de l'est et l'Europe balkanique, et celle des autres villes allemandes, dans lesquelles les chercheurs travaillant sur ces régions restent relativement isolés, et se trouvent donc dans une situation plus proche de celle de leurs collègues français. D'autre part, études balkaniques et études est-européennes restent étroitement imbriquées en Allemagne, et il est donc souvent difficile de les traiter séparément. Cela est d'autant plus vrai que la définition de

---

<sup>1</sup> Il existe au sein de l'Université libre de Berlin un Institut de philologie slave et de balkanologie (*Institut für sawische Philologie und Balkanologie*) et un Institut de l'Europe de l'est (*Osteuropa-Institut*, site web : <http://www.oei.fu-berlin.de>) qui compte parmi ses collaborateurs scientifiques l'historien Holm Sundhaussen et le juriste Herwig Roggemann, spécialistes de l'Europe balkanique. Il existe aussi au sein de l'Université libre une « Communauté de travail Europe du sud-est » (« *Arbeitsgemeinschaft Südosteuropa* ») similaire à celle existant à l'Université de Leipzig (voir plus loin), et animée par Holm Sundhaussen. Celle-ci a édité un catalogue des enseignements de l'Université libre ayant un rapport avec l'Europe balkanique (*Vorlesungsverzeichnis Südosteuropa*, voir <http://www.oei.fu-berlin.de/Outnow/Suedost00WS01/KVV-Suedost.pdf>). Par ailleurs, Berlin est le siège de la branche allemande de l'*Aspen Institute*, qui a créé en 1995, en collaboration avec la *Carnegie Endowment for International Peace*, une Commission internationale sur les Balkans (direction scientifique : Jacques Rupnik), et de la *European Stability Initiative* (site web : <http://www.esiweb.org>), réseau d'information créé dans la foulée du Pacte de stabilité par le *Center for European Policy Studies* de Bruxelles (site web : <http://www.ceps.be>) et différents centres de recherche des pays balkaniques. Enfin, le *Wissenschaftskolleg* de Berlin a son propre projet de recherche sur les Balkans (« *Initiative 'Blue Bird' – Agenda for a Civil Society in South Eastern Europe* »), et il existe dans cette ville un Centre d'information et de documentation pour la réinterprétation des structures totalitaires en Europe de l'est et du sud-est (*Informations- und Dokumentationszentrum zur Aufarbeitung totalitärer Strukturen in Ost- und Südosteuropa*, Ruscherstr. 103 Haus 1, 10 365 BERLIN, tel. 030/553 68 54).

l'Europe du sud-est généralement utilisée en Allemagne est particulièrement large, puisqu'elle englobe Chypre et la Turquie au sud, la Hongrie au nord, et parfois même la Slovaquie.

Quoi qu'il en soit, un observateur français ne peut manquer d'être frappé par le haut niveau de développement et d'institutionnalisation des études est-européennes et balkaniques. En effet, celles-ci s'appuient sur une tradition quasiment ininterrompue depuis le XIXe siècle, et ont en outre été fortement encouragées entre 1950 et 1990, à une époque où l'Allemagne constituait un des avant-postes de la Guerre froide<sup>2</sup>. A l'heure actuelle, ce développement et cette institutionnalisation sans pareil des études est-européennes et balkaniques peuvent être illustrés par quelques données quantitatives simples :

-la Société allemande pour l'étude de l'Europe de l'est (*Deutsche Gesellschaft für Osteuropakunde*, voir plus loin) a récemment créé une banque de données sur les études est-européennes en Allemagne (« *Otto-Wolff-Datenbank* »), accessible par internet (site web : <http://www.osteuropa.rwth-aachen.de/ottowolff/index.html>). D'après celle-ci, 26 universités allemandes disposeraient d'une chaire, d'un département ou d'un institut d'histoire spécialisé sur l'Europe de l'est. Une autre liste établie par l'Institut historique de l'Université de Giessen (site web : <http://www.uni-giessen.de/~g814/osem10.html>) fait état de 31 universités, les deux listes ne coïncidant qu'imparfaitement ;

-il existe en Allemagne de nombreuses revues scientifiques consacrées à l'Europe de l'est, dont plusieurs traitent spécifiquement de l'Europe balkanique (« *Südosteuropa-Mitteilungen* » éditée par la *Südosteuropa-Gesellschaft*, « *Südosteuropa* » et « *Südost-Forschungen* » éditées par l'Institut du sud-est à Munich, « *Etnologia Balkanica* » éditée par l'Institut d'ethnologie allemande et comparée à Munich, « *Zeitschrift für Balkanologie* » éditée par l'Institut de philologie slave et de balkanologie à Berlin). Il existe aussi plusieurs collections consacrées à cette région (« *Südosteuropa-Studien* », « *Südosteuropa-Aktuell* », « *Südosteuropa-Jahrbücher* », « *Südosteuropa-Schriften* » et « *Aus der Südosteuropa-Forschung* » éditées par la *Südosteuropa-Gesellschaft*, « *Untersuchungen zur Gegenwartskunde Südosteuropas* » et « *Südosteuropäische Arbeiten* » éditées par l'Institut du sud-est à Munich, « *Albanische Forschungen* » publiée par l'Institut albanais à Munich, « *Balkanische Veröffentlichungen* » publiée par l'Institut de l'Europe de l'est à Berlin<sup>3</sup>).

Ce fort développement des études est-européennes et balkaniques va de pair avec une division et une systématisation du travail assez poussées, comme l'illustrent la subdivision de la revue « *Osteuropa* » en trois séries thématiques distinctes (voir plus loin), ou la multiplication des annuaires (« *Jahrbücher* ») et des usuels (« *Handbücher* ») faisant la synthèse des connaissances accumulées sur un pays ou une région<sup>4</sup>. Enfin, une attention particulière doit être accordée aux associations chargées de faire le lien entre institutions scientifiques et chercheurs travaillant dans le même domaine, à commencer, en ce qui concerne les études balkaniques, par l'incontournable *Südosteuropa-Gesellschaft* :

<sup>2</sup> Voir entre autres Erwin OBERLÄNDER (Hg.), *Geschichte Osteuropas. Zur Entwicklung einer historischen Disziplin in Deutschland, Österreich und der Schweiz 1945-1990*, Stuttgart (1992).

<sup>3</sup> A noter que cette dernière collection a entre autres publié les ouvrages de référence écrits en français par Alexandre Popovic (A. POPOVIC, *L'islam balkanique. Les musulmans du sud-est européen dans la période post-ottomane*, 1986) et Nathalie Clayer (N. CLAYER, *L'Albanie, pays des derviches. Les ordres mystiques musulmans en Albanie à l'époque post-ottomane*, 1990), tous deux chercheurs au CNRS.

<sup>4</sup> En Allemagne, trois maisons d'édition au moins publient des « *Handbücher* » traitant des différents pays balkaniques, à savoir *Vandenhoeck & Ruprecht* en collaboration avec la *Deutsche Forschungsgemeinschaft*, *Friedrich Pustet* en collaboration avec la *Südosteuropa-Gesellschaft*, et *Peter Lang* en collaboration avec le *Ost- und Südosteuropa-Institut* de Vienne.

**\* Société Europe du sud-est (*Südosteuropa-Gesellschaft*)**

Administrateurs : Hansjörg Brey / Johanna Deimel

Widenmayerstr. 49  
80 538 MÜNCHEN

Tel. : (089) 212 15 40

Fax : (089) 228 94 69

E-mail : [Suedosteuropa-Gesellschaft@t-online.de](mailto:Suedosteuropa-Gesellschaft@t-online.de)

Créée en 1952, la *Südosteuropa-Gesellschaft* est une association à but non-lucratif (*einregistrierter Verein*) qui a pour mission « d'encourager les relations scientifiques, économiques et culturelles entre la République fédérale d'Allemagne et les pays de l'Europe du sud-est (...) et d'approfondir la connaissance des évolutions historiques et contemporaines de cette région. Elle sert ainsi la compréhension mutuelle et le partenariat entre les peuples. La *Südosteuropa-Gesellschaft* encourage le développement et l'approfondissement de la recherche sur l'Europe du sud-est et établit des contacts entre scientifiques allemands et sud-est-européens de toutes disciplines. Elle diffuse et interprète les connaissances et les expériences importantes pour les rapports commerciaux et de coopération entre l'Allemagne et les pays de l'Europe du sud-est »<sup>5</sup>. La *Südosteuropa-Gesellschaft* est définie comme une « organisation médiatrice » (« *Mittlererorganisation* »), et n'a donc pas d'activités propres dans le domaine de la recherche ou de l'expertise.

Peut être membre de la *Südosteuropa-Gesellschaft* toute personne s'intéressant à l'Europe du sud-est : chercheurs et universitaires, mais aussi journalistes, responsables politiques, acteurs économiques et culturels. A la fin des années 1990, elle comptait quelques 650 membres, résidant pour la plupart en Allemagne et dans les pays de langue allemande (Autriche, Suisse), et répartis entre 22 branches locales. Son budget annuel s'élève à un million de DM environ, et provient à 95 % d'une subvention accordée par le ministère des Affaires étrangères (*Auswärtiges Amt*) ; il lui permet d'employer deux administrateurs et deux secrétaires à plein temps, et de financer ses diverses activités.

Au milieu des années 1980, la *Südosteuropa-Gesellschaft* a connu une crise, qui s'est traduite par un certain déclin de ses effectifs et des critiques ouvertes de l'*Auswärtiges Amt* quant à son efficacité. Profitant des changements survenus à partir de 1989/1990, elle a donc réorienté et diversifié ses activités, en insistant plus sur les questions d'actualité d'une part, sur les échanges entre scientifiques et décideurs politiques d'autre part. Cette réorientation se reflète dans le récent remplacement de son ancien président, l'universitaire Walter Althammer, par Gernot Erler, député de Berlin et vice-président du groupe parlementaire SPD chargé des questions de politique étrangère. Concrètement, les activités de la *Südosteuropa-Gesellschaft* s'organisent autour de trois axes :

**-édition** : la *Südosteuropa-Gesellschaft* (co-)édite bon nombre des ouvrages et des travaux paraissant en Allemagne sur l'Europe balkanique. A cette fin, elle dispose de cinq collections distinctes : « *Südosteuropa-Studien* » (« Etudes sud-est-européennes ») -une soixantaine

<sup>5</sup> Présentation de la *Südosteuropa-Gesellschaft* publiée en pages de garde de chaque numéro de « *Südosteuropa-Mitteilungen* ». Voir aussi les statuts de la *Südosteuropa-Gesellschaft* (*Südosteuropa-Gesellschaft, Satzung – Stand am 25.02.2000*, Munich, 2000).

d'ouvrages parus), « *Südosteuropa-Aktuell* » (« Actualité sud-est-européenne » -une trentaine d'ouvrages parus) « *Südosteuropa-Jahrbücher* », (« Annuaire sud-est-européens » -une trentaine d'ouvrages parus), « *Südosteuropa-Schriften* » (« Ecrits sud-est-européens » -une vingtaine d'ouvrages parus) et « *Aus der Südosteuropa-Forschung* » (« En provenance de la recherche sur l'Europe du sud-est » -une quinzaine d'ouvrages parus). Depuis 1960, la *Südosteuropa-Gesellschaft* publie en outre la revue trimestrielle « *Südosteuropa-Mitteilungen* » (« Communications sur l'Europe du sud-est ») ;

**-manifestations publiques :** la *Südosteuropa-Gesellschaft* et ses branches locales (co-) organisent aussi de nombreuses manifestations publiques (tribunes, conférences, colloques, etc.) consacrées à l'Europe balkanique. Ainsi, en 1999, la *Südosteuropa-Gesellschaft* a co-organisé une dizaine de manifestations de dimension internationale<sup>6</sup>, et ses branches locales plus de 60 manifestations publiques. Il est intéressant de noter qu'au cours de cette même année, la *Südosteuropa-Gesellschaft* a co-organisé avec le Centre Marc-Bloch de Berlin une conférence sur « Les solidarités ville-campagne en Europe du sud-est (responsable scientifique : Béatrice Von Hirschhausen), et que Catherine Durandin de l'INALCO a été invitée par la branche locale de Mannheim/Heidelberg à faire une conférence sur « La France, l'OTAN et les Balkans depuis l'effondrement du communisme » ;

**-soutien aux jeunes générations :** la *Südosteuropa-Gesellschaft* encourage enfin les travaux d'étudiants ou de jeunes chercheurs originaires d'Allemagne ou des pays balkaniques. D'une part, elle accorde chaque année une vingtaine de bourses destinées à financer de courts séjours dans les Balkans ou en Allemagne, ainsi que plusieurs prix récompensant des travaux universitaires<sup>7</sup>. D'autre part, depuis 1961, elle organise chaque année en octobre à Tutzing, près de Munich, une « école d'été » (« *Internationale Hochschulwoche* ») qui rassemble pendant une semaine des chercheurs allemands, des doctorants allemands et des doctorants originaires des pays balkaniques. Le thème de cette « université d'été » change chaque année, celui de l'année 1999 étant « Dix ans après –une tentative d'évaluation des évolutions vers l'Etat de droit démocratique et l'économie sociale de marché », et celui de l'année 2000 « Les structures spatiales de l'Europe du sud-est ».

Globalement, la *Südosteuropa-Gesellschaft* joue donc un rôle essentiel dans l'organisation des études balkaniques en Allemagne, et dans la valorisation de leurs résultats. La plupart de mes interlocuteurs ont en particulier insisté sur l'ouverture interdisciplinaire qu'elle offrait aux chercheurs, et sur les contacts qu'elle permettait avec les scientifiques originaires des

<sup>6</sup> Iéna, février 1999 : « Est-ce que l'Europe du sud-est connaît... l'Europe du sud-est ? » ; Cologne, mars 1999 : « Les criminels de guerre devant leurs juges » ; Leipzig, mars 1999 : « L'identité bulgare en marche vers l'Europe » ; Munich, avril 1999 : « Les transformations structurelles de longue durée en Europe du sud-est » ; Bonn, mai 1999 : « La reconstruction en Bosnie-Herzégovine » ; Tutzing (Munich), juin 1999 : « La Roumanie en mutation » ; Munich, juillet 1999 : « L'Europe du sud-est vue d'Allemagne et de Bulgarie » ; Leipzig, octobre 1999 : « La recherche sur l'Europe du sud-est au XXI<sup>e</sup> siècle » ; Munich, novembre 1999 : « Reconstruction et transformation économiques en République fédérale de Yougoslavie » ; Tutzing (Munich), novembre 1999 : « Le Kosovo, ses voisins et l'Europe » ; Berlin, novembre 1999 : « L'accession de Chypre à l'Union européenne ». Voir les compte-rendus de ces diverses manifestations dans « *Südosteuropa-Mitteilungen* ».

<sup>7</sup> En 1999, les lauréates ont été Susanne-Sophia Spiliotis de l'université libre de Berlin (pour son mémoire sur « Transterritorialité et démarcation nationale. Le processus de constitution de la 'société grecque' et les débuts de sa transformation fachoïde 1922/24-1941 »), Sevasti Trubeta de l'université Humboldt de Berlin (« La constitution des minorités et l'ethnisation des conflits sociaux et politiques. L'exemple de la 'minorité musulmane' de Thrace occidentale ») et Gabriela Wolf de l'université de Munich (« La littérature technique agricole populaire en Bulgarie (1878-1944). Une branche de la littérature populaire, ses auteurs et ses lecteurs dans un contexte de modernisation agricole »).

pays balkaniques d'une part, avec les journalistes et les décideurs politiques d'autre part. Certains lui reprochent toutefois d'être trop soumise aux exigences de ces derniers, et de négliger désormais les questions historiques au profit des seules questions d'actualité. D'autres estiment que son caractère « généraliste » l'empêche de répondre aux besoins spécifiques à chaque discipline, ce qui peut expliquer l'apparition d'autres associations plus spécialisées au cours de la dernière décennie.

Depuis longtemps, en effet, il existe en Allemagne d'autres associations plus spécialisées pour les chercheurs et les universitaires travaillant sur l'Europe de l'est, telles que l'Association des universitaires slavissants (*Verband der Hochschullehrer für Slavistik*, site web: <http://www.kodeks.uni-bamberg.de/vhs/vhshome.html>), l'Association des historiens de l'Europe de l'est (*Verband der Osteuropahistoriker*, site web: <http://www.phil-fak.uni-duesseldorf.de/geschichte/kgdoe/voh.htm>) ou la Communauté de travail des bibliothèques et des centres de documentation pour la recherche sur l'Europe de l'est, du centre-est et du sud-est (*Arbeitsgemeinschaft der Bibliotheken und Dokumentationsstellen der Ost-, Ostmittel- und Südosteuropaforschung* – ABDOS). Mais un phénomène plus récent est l'apparition d'associations centrées sur une seule discipline qui, pour atteindre la « masse critique » nécessaire à leur bon fonctionnement, préfèrent se donner un format européen plutôt que germanique, comme l'illustrent le cas de la *European Association for Central and East European Studies* rassemblant des économistes (voir note 26), ou celui, très récent, de la *International Association for Southeast European Anthropology*. On peut aussi noter l'existence de réseaux thématiques plus informels, tels que celui créé par un certain nombre de doctorants et de jeunes chercheurs travaillant sur l'ex-Yougoslavie, suite au séminaire de travail « Recherches actuelles sur l'histoire, la société et la culture de la Yougoslavie au XXe siècle » organisé en juillet 2000 par l'Institut hambourgeois de recherche en sciences sociales (*Hamburger Institut für Sozialforschung*, site web : <http://www.his-online.de>)

Enfin, ce panorama du paysage associatif lié aux études est-européennes et balkaniques ne serait pas complet sans prise en compte de la Société allemande pour l'étude de l'Europe de l'est (*Deutsche Gesellschaft für Osteuropakunde*, site web : <http://www.berlin.iz-soz.de/extern/dgo>). Cette société, dont les origines remontent à 1913<sup>8</sup>, a une organisation et des activités similaires à celles de la *Südosteuropa-Gesellschaft*, mais couvre l'ensemble de l'Europe post-communiste. Elle publie en particulier les revues « *Osteuropa* » (« Europe de l'est », paraissant depuis 1925 et traitant de l'actualité politique et culturelle), « *Osteuropa-Recht* » (« Europe de l'est – droit », paraissant depuis 1955) et « *Osteuropa-Wirtschaft* » (« Europe de l'est – économie », paraissant depuis 1956), ainsi que la collection « *Osteuropaforschung* » (« Recherche sur l'Europe de l'est » – une quarantaine de volumes parus depuis 1993). En outre, il existe en son sein huit groupes de travail thématiques (slavistique, histoire, géographie, pédagogie, politique, droit, économie et religion), entre lesquels se répartissent ses quelques 850 adhérents.

Toutefois, si cette société nous intéresse ici, ce n'est pas uniquement parce qu'elle est elle directement liée au développement des études balkaniques, comme l'attestent le fait que la revue « *Osteuropa* » publie elle aussi des articles sur les pays balkaniques, ou que la revue « *Osteuropa-Wirtschaft* » est éditée par l'Institut du sud-est à Munich. C'est aussi parce qu'elle est le cadre d'un important débat sur l'état et les perspectives des études est-

---

<sup>8</sup> Elle s'appelait alors Société allemande pour l'étude de la Russie (*Deutsche Gesellschaft zum Studium Russlands*), et ne deviendra Société allemande pour l'étude de l'Europe de l'est qu'après 1945.

européennes, qui permet de mieux comprendre les changements et les défis auxquels celles-ci sont confrontées depuis une décennie maintenant<sup>9</sup>.

Contrairement à ce que l'on pourrait supposer, en effet, la dernière décennie a été marquée en Allemagne par une grave crise morale, intellectuelle et matérielle des études est-européennes. Celle-ci s'inscrit certes dans un contexte plus large, caractérisé par une austérité budgétaire persistante et la dénonciation de l'inefficacité du système universitaire allemand (allongement excessif de la durée moyenne des études, inadaptation des formations au marché du travail, etc.). L'ensemble du monde universitaire et scientifique allemand est en outre déstabilisé par les réorganisations et relocalisations que suscitent la réunification et le transfert de la capitale à Berlin. Mais, dans le cas des études est-européennes, ces tendances générales se trouvent exacerbées par d'autres phénomènes plus spécifiques : ainsi, les spécialistes de l'Europe de l'est ont été violemment attaqués pour n'avoir su anticiper ni l'effondrement des régimes communistes, ni les difficultés multiples de la « transition », et l'intérêt des autorités comme des étudiants pour les études est-européennes semble avoir décliné, contrairement à ce qui s'est passé dans la plupart des autres pays de l'Union européenne.

Cette évolution particulière à l'Allemagne s'explique certes par le développement particulièrement fort de ces mêmes études avant 1989, mais il reste que le non-renouvellement de certains postes d'enseignant à Berlin ou à Francfort<sup>10</sup>, ou la disparition annoncée de l'Institut fédéral d'études russes, est-européennes et internationales et les incertitudes qui pèsent sur plusieurs autres instituts (voir plus loin) ont été ressentis comme autant de menaces pour l'avenir des études est-européennes, voire comme une véritable « punition » de la part des autorités fédérales. Et c'est dans ce contexte morose que s'inscrivent des recompositions multiples et profondes, qui constituent autant de défis pour les enseignants et les chercheurs impliqués dans les études est-européennes :

-comme dans les autres pays occidentaux, on assiste tout d'abord à une **redéfinition du cadre géographique des études est-européennes**. Si, en Allemagne, les études sud-est-européennes ont depuis longtemps leur dynamique propre, dépassant en partie le clivage est-ouest (prise en compte de la Grèce et de la Turquie), l'Europe de l'est apparaissaient pourtant jusqu'en 1990 comme un ensemble cohérent dominé par la Russie. Depuis, certains pays jusqu'alors peu traités sont devenus centraux dans la recherche allemande (l'Ukraine en particulier), et les problématiques ont divergé de plus en plus selon les pays et les régions : aux problèmes de l'intégration économique et politique à l'Union européenne, pertinentes pour l'Europe centrale et les pays baltes, s'opposent ainsi les questions de prévention des crises et de gestion des conflits en Europe du sud-est et dans l'ancienne Union soviétique. De plus en plus, les études est-européennes tendent donc à se subdiviser en quatre sous-ensembles régionaux distincts, voire séparés, à savoir l'Europe centrale, de l'Europe du nord-est (pays baltes), de l'Europe du sud-est et de l'ancienne Union soviétique ;

-à cette spécialisation régionale plus poussée s'oppose une tendance à la **remise en question de la pertinence des études régionales (*area studies*)**. Cette remise en cause vient parfois

<sup>9</sup> Les différentes contributions à ce débat, parues dans la revue « *Osteuropa* », ont été récemment rassemblées dans un ouvrage collectif : Stefan CREUZBERGER / Ingo MANNTEUFEL / Alexander STEININGER (Hg.), *Wohin steuert die Osteuropaforschung ?*, Köln : Verlag Wissenschaft und Politik (2000). Pour ce qui concerne plus spécifiquement les études balkaniques, les actes du colloque organisé à Leipzig en octobre 1999 sur « *Les sciences de l'Europe du sud-est dans le nouveau siècle* » devraient être publiés en 2001 (Uwe HINRICHS, Hg., *Die Südosteuropa-Wissenschaften im neuen Jahrhundert*, Wiesbaden : Harrassowitz, 2001).

<sup>10</sup> Sur la situation à Berlin, voir les prises de position et les coupures de presse reproduites sur le site web du Département d'histoire de l'université Humboldt de Berlin (<http://www.geschichte.hu-berlin.de/bereiche/oeg>)

des chercheurs liés aux études est-européennes eux-mêmes, et plus particulièrement de ceux travaillant sur les pays d'Europe centrale : certains d'entre eux, en effet, tendent désormais à présenter la période communiste comme une simple parenthèse dans l'histoire des pays d'Europe centrale, ou à insister sur la convergence croissante des systèmes économiques et politiques de l'Europe occidentale et de l'Europe centrale. D'autres rétorquent alors que l'Europe de l'est dans son ensemble reste caractérisée par certaines spécificités historiques de longue durée telles que le second servage, ou que la fin des systèmes communistes rend justement nécessaire et possible un retour sur le phénomène communiste. Plus largement, il est reproché aux études est-européennes de n'avoir en rien contribué au renouvellement des sciences sociales, mais d'avoir au contraire ignoré les débats en cours pour se contenter d'une sorte de « dilettantisme disciplinaire »<sup>11</sup>, ces faiblesses théoriques et méthodologiques faisant parfois des chercheurs spécialisés sur l'Europe de l'est de simples journalistes, et expliquant *in fine* leur incapacité à prévoir et à analyser les événements de la dernière décennie. Ces questions s'inscrivent en fait dans un débat venu des Etats-Unis<sup>12</sup>, concernant l'**opposition entre études régionales et études comparatives**, volonté d'appréhender les spécificités historiques et culturelles d'une région et volonté de les inscrire dans des cadres conceptuels et théoriques plus généraux. Or, les choix actuels des autorités fédérales sont clairement favorables aux études comparatives, comme en témoigne la création à Berlin d'un Institut allemand des relations internationales (*Deutsches Institut für Internationale Beziehungen*) et d'un Centre pour l'histoire comparée des pays européens (*Zentrum für vergleichende Geschichte der Länder Europas*), qui devraient absorber un certain nombre d'instituts et de chercheurs liés aux études est-européennes (voir plus loin) ;

-une autre recomposition survenue dans les études est-européennes concerne la **nature des activités de recherche et des compétences nécessaires à leur réalisation**. Cette recomposition cruciale s'explique en fait par un double changement de contexte. D'une part, en Allemagne comme dans l'ensemble des pays occidentaux, le **financement de la recherche** dépend de plus en plus de crédits accordés au coup par coup, pour des projets de recherche précis et limités dans le temps, par des institutions para-publiques ou par des fondations privées (en allemand : « *Drittmittelgelder* »). D'autre part, la fin de la Guerre froide, l'ouverture économique et politique des pays d'Europe de l'est ont complètement transformé les **demandes adressées à la recherche**. En premier lieu, la demande des entreprises investissant à l'est tend à se substituer à celle, déclinante, des administrations. Ces dernières, quant à elles, ne demandent plus aux chercheurs de dresser de grandes fresques historiques de l'« adversaire communiste », ou de décrypter patiemment les rares signes venus de l'est, mais de fournir des expertises de plus en plus pointues sur les transformations en cours, débouchant sur un certain nombre de recommandations pratiques. Dès lors, les linguistes et les historiens, figures « classiques » des études est-européennes, sont confrontés à des économistes, des juristes et des politologues sans connaissance linguistique ou historique préalable de la région, mais dotés de compétences techniques et d'outils conceptuels plus appropriés, et mieux rôlés aux fonctions de consultant et de conseiller politique. Quant aux instituts spécialisés sur

<sup>11</sup> Ralph TUCHTENHAGEN, « Osteuropäische Geschichte en panne », *Osteuropa*, vol. XLIV, n° 5 (mai 1999), p. 521.

<sup>12</sup> Voir entre autres le débat entre « transitologues » et « soviétologues » dans les colonnes de la « *Slavic Review* » : Philippe SCHMITTER / Terry LYNN KARL, « The Conceptual Travels of Transitologists and Consolidationists : How Far to the East Should They Attempt to Go ? », *Slavic Review*, vol. LIII, n° 1 (printemps 1994), pp. 173-174 ; Valerie BUNCE, « Should Transitologists Be Grounded ? », *Slavic Review*, vol. LIV, n° 1 (printemps 1995), pp. 111-127 ; Philippe SCHMITTER / Terry LYNN KARL, « From an Iron Curtain to a Paper Curtain : Grounding Transitologists or Students of Postcommunism ? », *Slavic Review*, vol. LIV, n° 4 (hiver 1995), pp. 965-978 ; Valerie BUNCE, « Paper Curtains and Paper Tigers », *Slavic Review*, vol. LIV, n° 4 (hiver 1995), pp. 979-987.



l'Europe de l'est, ils se voient concurrencés par d'autres instituts ou « *think-tanks* » débarquant sur le marché de l'expertise est-européenne, leur adaptation à cette nouvelle concurrence étant plus ou moins réussie selon les cas ;

-enfin, la recomposition des études est-européennes en Allemagne ne peut être comprise sans tenir compte des **recompositions scientifiques en cours en Europe de l'est**. A priori, l'ouverture politique de cette région devrait faciliter le travail des chercheurs allemands, du fait de l'ouverture des archives, d'un accès plus facile au terrain (enquêtes d'opinion, entretiens, observation participante, etc.), ou encore des possibilités accrues d'échange et de coopération avec leurs collègues est-européens. Mais la paupérisation et la désorganisation de la communauté académique en Europe de l'est rendent en fait difficile toute coopération scientifique, et perturbent même les échanges qui existaient avant 1989 (échanges de publications et de revues, invitations réciproques et organisation régulière de colloques, etc.). Surtout, la disparition progressive du russe comme *lingua franca* du monde communiste et l'émergence d'une nouvelle génération de chercheurs locaux maîtrisant l'anglais et les nouvelles règles du marché de la recherche et de l'expertise privent les spécialistes de l'Europe de l'est de leur rôle traditionnel de médiateurs<sup>13</sup>. Au contraire, ils se trouvent pris en tenaille entre les économistes, juristes et politologues allemands s'intéressant à l'Europe de l'est et les chercheurs est-européens pouvant leur servir de relais locaux, leurs compétences linguistiques et leur connaissance ancienne mais très générale du terrain risquant dès lors d'apparaître de plus en plus comme obsolète et superflue. Comme l'écrivent Barbara Christophe et Annette Legutke :

« Pour la première fois de leur histoire, les études est-européennes doivent partager leur domaine -l'Europe de l'est- avec des scientifiques venant d'autres disciplines qui, intéressés par les multiples aspects des changements en cours, incluent désormais cette région dans leurs interrogations. Allant de pair avec les énormes progrès des technologies de la communication, de claires tendances à l'internationalisation se dessinent dans les études est-européennes, et des compétences telles que les connaissances linguistiques ou les intuitions kremlinolo-astrologiques, sur lesquelles reposaient jusqu'à présent la fierté des études est-européennes traditionnelles, ne sont plus une condition *sine qua non* pour une confrontation avec la région. (...) Les études est-européennes doivent être tout à la fois -non seulement faire ressortir les fondements économiques, politiques, sociaux et sociétaux du changement, mais aussi les analyser et les commenter, oser des pronostics, en bref avoir l'activité d'un génie omniscient, et ce à partir de postulats théoriques les plus solides possible. Pourtant, l'énorme développement des diverses disciplines des sciences sociales conduit inévitablement à une surcharge du spécialiste de l'Europe de l'est, qui est amené dans divers colloques et conférences à devoir faire des commentaires profonds sur des problèmes tels que la stabilisation monétaire, l'évolution des élites régionales ou les institutions de la société civile, simplement parce qu'ils se concentrent dans une même région. Cela oblige non seulement à un suivi ininterrompu de l'actualité quotidienne, mais conduit aussi à la superficialité et à des malentendus dans l'appréciation mutuelle des résultats de la recherche. »<sup>14</sup>

<sup>13</sup> A cela s'ajoute un autre point plus spécifique à l'Allemagne, à savoir le fait que les entreprises ouest-allemandes investissant en Europe de l'est préfèrent souvent recruter pour leurs représentations à l'étranger d'anciens cadres ou experts est-allemands, plutôt que des étudiants ouest-allemands sortant des cursus universitaires spécialisés sur l'Europe de l'est, dans la mesure où les premiers connaissent non seulement les langues, mais aussi la mentalité et la culture d'entreprise de l'ancienne Europe communiste.

<sup>14</sup> Barbara CHRISTOPHE / Anette LEGUTKE, « Vorwärts und nicht vergessen! Zur Zukunft der Osteuropaforschung », *Osteuropa*, vol. XLIII, n° 11-12 (novembre-décembre 1998), pp. 1204 et 1206.

Dans ce contexte de crise qui affecte en premier lieu les historiens, les réactions restent diverses et parfois même contradictoires. Ainsi, on peut opposer une attitude « offensive », tentant de s'appuyer sur les problématiques propres à l'Europe de l'est pour réinvestir intellectuellement le champ des sciences sociales, à une attitude « défensive », qui cherche au contraire à préserver, voire à renforcer les frontières et les cadres institutionnels des études est-européennes. La première attitude peut être illustrée par les positions provocatrices de l'historien Jörg Baberowski, qui propose la disparition pure et simple de l'histoire est-européenne comme discipline séparée, et sa réintégration au sein de l'histoire générale<sup>15</sup>. La seconde correspond plus aux prises de position de Dietrich Beyrau, plaidant pour le maintien d'« espaces protégés » pour les études est-européennes, face à l'hégémonie institutionnelle des spécialistes de l'Allemagne et de l'Europe occidentale<sup>16</sup>, ou de Nikolaus Katzer suggérant, dans la perspective de l'élargissement de l'Union européenne, de rendre obligatoire l'étude de l'Europe de l'est pour tous les étudiants en histoire<sup>17</sup>.

Au-delà de ces positions tranchées, et somme toute peu constructives, se dégage un certain consensus sur quelques points importants pour l'avenir des études est-européennes. En premier lieu, si tous s'accordent sur l'obsolescence de la « soviétologie » classique, rares sont ceux qui étendent ce diagnostic aux études est-européennes dans leur ensemble. Au contraire, la plupart considèrent que la demande croissante d'expertise de la part des administrations comme des entreprises rend plus nécessaire que jamais l'existence de spécialistes de l'Europe de l'est et des pays qui la composent. Franz-Lothar Altmann, directeur du Département de recherches contemporaines de l'Institut du sud-est à Munich, estime ainsi que l'échec des politiques néo-libérales appliquées aveuglément aux anciens pays communistes, du fait de la non-prise en compte de leurs spécificités historiques, souligne la nécessité d'une prise en compte des questions de « *path-dependency* », et donc d'une connaissance fine et intime de la région. De même, les trajectoires économiques de plus en plus divergentes entre pays est-européens rendent souhaitable une « différenciation dans les analyses comme dans les recommandations qui en découlent », celle-ci ne pouvant être réalisée « que par des économistes disposant des connaissances nécessaires sur l'évolution antérieure de ces pays et sur les particularités de leurs transformations respectives ».

Or, pour Franz-Lothar Altmann toujours, les institutions scientifiques locales ne peuvent répondre seules à ce besoin : « L'affirmation fréquente selon laquelle, suite à l'ouverture de leurs systèmes, le flux d'information en provenance de ces pays serait suffisant -y compris dans les langues occidentales- pour que les spécialistes disposant d'une maîtrise des langues est- ou sud-est-européennes soient devenus superflus, et de toute évidence faux.(...) L'éventail des informations en provenance de chaque pays s'est certes considérablement élargi, mais le choix des informations traduites est relativement arbitraire et, du fait même de la pluralité des opinions, encore plus confus qu'autrefois. Il y a donc un réel besoin d'économistes expérimentés, ayant observé en détail non seulement l'évolution des économies elles-mêmes, mais aussi celle des institutions, du paysage médiatique et des outils statistiques dans ces pays, et sachant en tirer les conclusions pertinentes. »<sup>18</sup>

<sup>15</sup> Jörg BABEROWSKI, « Das Ende der Osteuropäischen Geschichte. Bemerkungen zur Lage einer geschichtswissenschaftlichen Disziplin », *Osteuropa*, vol. XLIII, n° 8-9 (août-septembre 1998), pp. 785-799.

<sup>16</sup> Dietrich BEYRAU, « Totgesagte leben länger. Die Osteuropa-Disziplinen im Dschungel der Wissenschaften », *Osteuropa*, vol. XLIII, n° 10 (octobre 1998), pp. 1041-1049.

<sup>17</sup> Nikolaus KATZER, « Baustelle Osteuropa -bedarf die Osteuropäische Geschichte einer neuen Architektur ? », *Osteuropa*, vol. XLIV, n° 2 (février 1999), pp. 187-194.

<sup>18</sup> Franz-Lothar ALTMANN, « Wirtschaftswissenschaften und Osteuropaforschung. Grundsätzliche Probleme und künftige Aufgaben seit den Umbrüchen in Osteuropa », *Osteuropa*, vol. XLIII, n° 8-9 (août-septembre 1998), pp. 814-820.

Cependant, il est tout aussi clair que la pérennité des études est-européennes passe par leur adaptation aux nouvelles réalités de l'Europe de l'est comme à la nouvelle donne intellectuelle et institutionnelle en Allemagne. La plupart des commentateurs s'accordent donc pour dire que ces études doivent s'adapter aux nouvelles exigences d'adaptabilité et de polyvalence, faire tomber le « rideau de fer » qui les sépare des autres disciplines des sciences sociales et privilégier la recherche appliquée, sortir de leur « tour d'ivoire » pour aller vers les décideurs politiques et l'opinion publique. Plus concrètement, elles doivent répondre à une double exigence d' « ouverture vers l'extérieur et, simultanément, de différenciation interne »<sup>19</sup> : d'un côté, en effet, les spécialistes de l'Europe de l'est ne peuvent désormais plus prétendre couvrir l'ensemble du champ est-européen, et doivent donc affiner leur spécialisation par pays, par domaine et par discipline ; dans le même temps, toutefois, de nouveaux modes de coopération et d'interaction doivent conduire à l'élaboration de synthèses et de problématiques régionales fortes, permettant une meilleure insertion dans les cadres conceptuels et théoriques généraux des sciences sociales.

Dans cette perspective, les rapports entre « spécialistes par pays » (« *Länderspezialisten* ») et « spécialistes par discipline » (« *Fachspezialisten* ») n'apparaissent plus comme un conflit de légitimités et de compétences, mais comme une complémentarité tout à la fois inévitable et souhaitable, et il apparaît qu'en définitive, les études est-européennes ne survivront à la « soviétologie » que si elles cessent de se définir comme un champ clos et une discipline autosuffisante, pour se concevoir au contraire comme un carrefour interdisciplinaire. Reste à savoir comment ces contraintes et ces projets d'avenir se reflètent dans les transformations en cours des études est-européennes et balkaniques.

## II- MUNICH, « CAPITALE » DES ETUDES BALKANIQUES EN ALLEMAGNE

La tradition des études balkaniques à Munich remonte au XIXe siècle au moins<sup>20</sup>, et cette ville constitue de toute évidence le principal pôle de recherche sur l'Europe du sud-est en Allemagne. Ainsi, le siège national de la *Südosteuropa-Gesellschaft* se trouve dans cette ville, et la Bibliothèque nationale bavaroise (*Bayerische Staatsbibliothek*) possède la plus importante collection allemande d'ouvrages sur l'Europe de l'est et du sud-est (site web : <http://www.bsb.badw-muenchen.de/OSTEUROP/osteurop.htm>). De même, de nombreuses revues et collections consacrées aux questions balkaniques sont éditées à Munich, où se trouve aussi une multitude d'institutions scientifiques, autonomes ou liées à l'université, travaillant peu ou prou sur l'Europe balkanique. Dans un premier temps, nous présenterons donc les institutions scientifiques les plus importantes pour les études balkaniques à Munich, avant de nous intéresser à leurs formes de coopération et à leurs projets communs, qui font de cette ville un véritable pôle régional de recherche sur l'Europe du sud-est

### A- Les études balkaniques dans les instituts scientifiques extra-universitaires

En ce qui concerne les institutions scientifiques autonomes, les deux principales -et seules traitées ici- sont l'Institut du sud-est (*Südost-Institut*) et l'Institut de l'Europe de l'est (*Osteuropa-Institut*). A ces deux centres de recherche s'ajoutent toutefois d'autres institutions

<sup>19</sup> Ralph TUCHTENHAGEN, « Osteuropäische Geschichte en panne », *op.cit.*, p. 523.

<sup>20</sup> Sur l'histoire des études est-européennes et balkaniques à Munich, voir Gerhard GRIMM, « Osteuropa-Traditionen an der bayerischen Landesuniversität (15. Bis 19. Jahrhundert) », dans Erwin OBERLÄNDER (Hg.), *Geschichte Osteuropas. Zur Entwicklung einer historischen Disziplin in Deutschland, Österreich und der Schweiz (1945-1990)*, Stuttgart : Quellen und Studien zur Geschichte des östlichen Europas (1992), pp. 179-189.

plus modestes telles que l'Institut du droit oriental (*Institut für Ostrecht*), l'Institut pour la protection juridique de l'activité professionnelle (*Institut für gewerblichen Rechtsschutz*)<sup>21</sup>, ou encore l' Oeuvre culturelle allemande du sud-est (*Südostdeutsches Kulturwerk*)<sup>22</sup>. Enfin, jusqu'à récemment, l'importante Fondation Science et Politique (*Stiftung Wissenschaft und Politik*) située à Ebenhausen, près de Munich, comptait parmi ses membres Marie-Janine Calic, une des meilleures spécialistes allemandes de l'ex-Yougoslavie<sup>23</sup>.

**\* Institut du sud-est (*Südost-Institut*)**

Directeur : Edgard Hösch (Franz-Lothar Altmann / Karl Nehring)

Güllstrasse 7  
80 336 MÜNCHEN

Tel. : (089) 746 13 30  
Fax : (089) 746 133 33  
E-mail : u9511aa@mail.lrz-muenchen.de

<http://bicc.uni-bonn.de/coop/fiv/suedost/suedost.html>

L'Institut du sud-est est sans doute la plus ancienne et la plus importante des institutions scientifiques allemandes travaillant spécifiquement sur l'Europe balkanique. En effet, cet institut a été fondé en 1930, et a repris ses activités après la fin de la Seconde guerre mondiale. Il est lié à la Fondation pour la recherche scientifique sur l'Europe du sud-est (*Stiftung für wissenschaftliche Südosteuropaforschung*), et est financé par le ministère fédéral des Affaires étrangères (*Auswärtiges Amt*) d'une part, le ministère bavarois de la Science, de la Recherche et des Arts (*Staatsministerium für Wissenschaft, Forschung und Kunst*) d'autre part. L'Institut du sud-est compte dix-sept salariés à temps plein (dix scientifiques et sept administratifs), et accueille des chercheurs ou des post-doctorants étrangers financés par la *Deutsche Forschungsgemeinschaft*<sup>24</sup>, le *Deutsches Akademisches Austauschdienst* (DAAD) ou diverses fondations privées (*Humboldt Stiftung*, *Konrad Adenauer Stiftung*, etc.). Son activité scientifique se divise en trois parties :

-le **Département de recherche contemporaine**, dirigé par Franz-Lothar Altmann, travaille sur la période contemporaine dans une perspective pluridisciplinaire (économie, sociologie, politique), et compte cinq chercheurs : Franz-Lothar Altmann travaille avant tout sur les questions économiques régionales et sur l'élargissement de l'Union européenne, Anneli Ute Gabanyi travaille sur la Roumanie, Sabine Riedel sur la Bulgarie et la Turquie, Kathrin Sitzler

<sup>21</sup> Le directeur de l'Institut pour la protection juridique de l'activité professionnelle est conseiller juridique des gouvernements hongrois et bulgare.

<sup>22</sup> Le *Südostdeutsches Kulturwerk* est un des instituts mis en place après la Seconde guerre mondiale et chargés d'étudier et de promouvoir l'histoire et la culture des « *Ostdeutschen* ». Il s'occupe plus particulièrement des Allemands de l'ancien Empire austro-hongrois (Hongrie, Roumanie, ex-Yougoslavie). Au cours de la dernière décennie, le vieillissement des « *Ostdeutschen* » arrivés en Allemagne en 1945, le rétrécissement des minorités allemandes encore existantes en Europe balkanique (*Siebenburgen*) et l'arrivée au pouvoir de la coalition SPD-*Grünen* ont conduit le *Südostdeutsches Kulturwerk* à sortir d'une perspective étroitement « germanique » pour publier certains travaux concernant les cultures balkaniques en général, et présenter les « *Ostdeutschen* » de l'espace austro-hongrois comme les véritables précurseurs d'un multiculturalisme allemand.

<sup>23</sup> Depuis 1999, Marie-Janine Calic est conseillère pour les questions de sécurité de Bodo Hombach, coordinateur du Pacte de stabilité pour l'Europe du sud-est.

<sup>24</sup> La *Deutsche Forschungsgemeinschaft* (Communauté allemande de la recherche) est le principal organisme public (fédéral) de financement de la recherche en Allemagne.

sur la Hongrie. Jens Reuter, qui travaillait sur l'Albanie et l'ex-Yougoslavie, a été remplacé en octobre 1999 par Fabian Schmidt. Le Département de recherche contemporaine publie le mensuel « *Südosteuropa* » (« Europe du sud-est », paraissant depuis 1952), le trimestriel « *Osteuropa-Wirtschaft* » (« Europe de l'est -économie », paraissant depuis 1956), ainsi que la collection « *Untersuchungen zur Gegenwartskunde Südosteuropas* » (« Recherches sur les problèmes contemporains de l'Europe du sud-est » -une quarantaine d'ouvrages dont une quinzaine parue depuis 1990) ;

-le **Département d'histoire** est constitué de Karl Nehring, son directeur, et de Konrad Clewing, éditeur du semestriel « *Südost-Forschungen* » (« Recherches sud-est », paraissant depuis 1936). En outre, le Département d'histoire publie une collection intitulée « *Südosteuropäische Arbeiten* » (« Travaux sud-est européens » -une centaine d'ouvrages parus, dont une dizaine depuis 1990) ;

-la **bibliothèque**, gérée par Gerhard Seewann et Marion Kertesz, compte plus de 100 000 ouvrages (dont les deux tiers en langues locales) et 1270 périodiques. Elle édite deux séries d'outils bibliographiques : « *Südosteuropa-Bibliographie* » (sur les problèmes contemporains) et « *Historische Bücherkunde Südosteuropa* » (sur les questions historiques). En outre, depuis peu, Leopold Auburger est chargé de participer à la mise en place du **réseau informatique** « *Information and Documentation on International Relations and Area Studies* » auquel l'Institut du sud-est est associé (voir plus loin).

Alors que le Département d'histoire n'a guère qu'une activité éditoriale, le Département de recherche contemporaine participe à une multitude de recherches et de manifestations scientifiques. En ce qui concerne la recherche, il réalise environ la moitié de ses travaux pour l'*Auswärtiges Amt*. Ainsi, en 1999, il lui a fourni différentes études sur la Bulgarie et l'Union européenne, les rapports bulgare-macédoniens (S. Riedel), la question du Kosovo, les rapports entre générations au sein des partis politiques en Albanie (J. Reuter / F. Schmidt), la Roumanie face à la crise du Kosovo, le nouveau gouvernement roumain (A. U. Gabanyi). Par ailleurs, l'Institut du sud-est est associé aux projets balkaniques du *Center for Applied Policy Research* de l'Université de Munich et de la Fondation Bertelsmann (*Bertelsmann Stiftung*, voir plus loin). Ainsi, F.-L. Altmann et A. U. Gabanyi ont participé à la recherche du CAP intitulée « *Central and Eastern Europe on the Way into the European Union* » (1996), et F.-L. Altmann a été associé aux tentatives de médiation entre Serbes et Albanais du Kosovo organisées par le CAP et la *Bertelsmann Stiftung* entre 1996 et 1998.

Plus largement, l'Institut a un rôle central dans l'organisation des études balkaniques à Munich, en Allemagne et au-delà. F.-L. Altmann, directeur du Département de recherche contemporaine, exerce ainsi de multiples fonctions, tant au niveau national (membre des conseils de direction de la *Südosteuropa-Gesellschaft* et de la *Deutsche Gesellschaft für Osteuropakunde*, rédacteur en chef de « *Südosteuropa* » et de « *Osteuropa-Wirtschaft* », etc.) qu'international (responsable de la partie économique de la prochaine conférence de l'*International Committee for Central and East European Studies*, membre du bureau éditorial de la revue grecque « *Journal of Southeast European and Black Sea Studies* », membre du bureau scientifique de l'université est-européenne d'été de Cervia/Bologne, etc.). En tant que tel, l'Institut du sud-est collabore étroitement avec la *Südosteuropa-Gesellschaft* et est associé à certain nombre de projets communs à plusieurs institutions scientifiques, tels que le réseau informatique « *Information and Documentation on International Relations and Area Studies* » créé par dix centres de recherche allemands spécialisés dans les questions internationales (site web : <http://www.fiv-iblk.de>), l'important projet bavarois « FOROST »,

ou encore les « *Conversations munichoises* » (« *Münchener Gespräche* ») de la Fondation Hanns-Seidel (voir plus loin). Enfin, les revues éditées par l'Institut servent de tribunes à d'autres chercheurs allemands ou étrangers travaillant sur l'Europe balkanique.

Sur le plan international, l'activité de l'Institut du sud-est est plus modeste et informelle. D'une part, le principal acteur dans la coopération scientifique avec les pays balkaniques reste la *Südosteuropa-Gesellschaft*. D'autre part, l'Institut a préféré développer son réseau de collaborateurs étrangers en établissant des relations directes avec certains chercheurs plutôt que de passer par l'intermédiaire d'institutions scientifiques qui, jusqu'à récemment, n'étaient souvent que des « institutions-boîtes aux lettres » (« *Briefkasteninstitutionen* », terme employé par F.-L. Altmann). Il faut cependant noter que l'Institut a établi des liens étroits et durables avec certaines institutions scientifiques grecques. Ainsi, il participe au programme « *Young Leaders* » lancé en 1990 par la Fondation hellénique pour la politique européenne et étrangère (Eliamep, site web : <http://www.eliamep.gr>), et qui consiste à rassembler chaque année sur l'île de Halki plusieurs dizaines de jeunes journalistes, chercheurs ou responsables politiques et économiques, dans le cadre de séminaires d'une à deux semaines<sup>25</sup>. Jens Reuter, chercheur à l'Institut du sud-est jusqu'en septembre 1999, est quant à lui devenu directeur exécutif du *Centre for Democracy in Southeastern Europe* (site web : <http://www.cdsee.org>) établi à Thessalonique, après avoir été chercheur invité à l'Institut d'études balkaniques (Imxa, site web : <http://www.hyper.gr/imxa/index.html>) situé dans la même ville.

Ce rôle central de l'Institut du sud-est dans les recherches balkaniques n'empêche pas ses financements et son existence même d'être remis en question. D'une part, l'austérité budgétaire de la dernière décennie ne l'a pas épargnée, ses ressources fixes ayant connu un certain déclin, ce qui se traduit par une réduction des possibilités de mission pour les chercheurs de l'Institut. D'autre part, dans le cadre de la réorganisation générale des recherches est-européennes et du transfert de la capitale à Berlin, l'Institut risque d'être soit privé de son Département de recherche contemporaine, soit au contraire intégré à un centre de recherche plus large, consacré à l'Europe de l'est dans son ensemble (voir plus loin).

#### **\* Institut de l'Europe de l'est (*Osteuropa-Institut*)**

Directeur : Günter Hedtkamp

Scheinerstr. 11  
81 679 MÜNCHEN

Tel. : (089) 998 3960  
Fax : (089) 981 01 10  
E-mail : [oeim@lrz.uni-muenchen.de](mailto:oeim@lrz.uni-muenchen.de)

<http://www.lrz-muenchen.de/~oeim>

L'Institut de l'Europe de l'est a été créé en 1952, en remplacement de l'Institut du même nom qui existait à Breslau (Wrocław) avant la Seconde guerre mondiale. Il est lié à la Fondation pour l'étude de l'Est européen (*Stiftung zur Erforschung des europäischen Ostens*)

---

<sup>25</sup> Depuis quelques années, ce programme « *Young Leaders* » est financé par le « processus de Royaumont », initiative régionale mise en place dans le cadre des accords de Dayton et supervisée par l'OSCE, qui vise à favoriser la sécurité régionale, les relations de bon voisinage et la démocratie en Europe du sud-est (voir <http://royaumont.lrf.gr>).

et est financé avant tout par le ministère fédéral de l'Economie et de la Technologie (*Bundesministerium für Wirtschaft und Technologie*) d'une part, le ministère bavarois de la Science, de la Recherche et des Arts (*Staatsministerium für Wissenschaft, Forschung und Kunst*) d'autre part. Des financements plus ponctuels, liés à des projets de recherche, proviennent d'autres ministères, de la *Deutsche Forschungsgemeinschaft* et de diverses fondations privées (*Volkswagen Stiftung* en particulier), ainsi que de l'Union européenne et de l'OCDE. Au cours de la dernière décennie, les restrictions budgétaires au niveau du *Bund* et du *Land* de Bavière ont été compensées par une demande croissante d'expertise sur l'Europe de l'est, les modes de financement s'étant ainsi peu à peu transformés. Cette réalité transparaît dans le fait que, sur les dix-neuf collaborateurs scientifiques que compte l'Institut (huit à temps plein et onze à temps partiel), cinq (à temps partiel) sont financés par la *Deutsche Forschungsgemeinschaft* et la *Volkswagen Stiftung*.

A l'origine, les activités de recherche de l'Institut étaient avant tout de nature historique. En 1963, toutefois, un Département d'études contemporaines a été créé, qui a connu un constant développement et s'est progressivement spécialisé sur les questions économiques. La dernière décennie a accentué cette tendance et, en janvier 2000, un nouveau Département d'études ukrainiennes a été créé. Actuellement, l'Institut se divise donc en trois départements, auxquels s'ajoute la bibliothèque :

-le **Département de science économique**, dirigé par Günter Hedtkamp, compte neuf collaborateurs scientifiques. Il publie la revue trimestrielle « *Economic Systems* »<sup>26</sup>, des *working papers* intitulés « *Arbeiten aus dem Osteuropa-Institut München* » (« Travaux de l'Institut de l'Europe de l'est de Munich », plus de 200 parus), ainsi que la série « Economie et société » de la collection « *Veröffentlichungen des Osteuropa-Instituts* » (« Publications de l'Institut de l'Europe de l'est », 24 ouvrages parus). Par ailleurs, ce Département a récemment réalisé des recherches sur les Etats de l'ex-Union soviétique (endettement extérieur des Etats de la CEI, potentiel économique des régions de la Russie et de l'Ukraine, marché du travail ukrainien, etc.) ou de l'Europe centrale et orientale, dans la perspective de l'élargissement de l'Union européenne (politiques monétaires, échanges extérieurs, mouvements de capitaux, etc.). En outre, il a assisté les autorités ukrainiennes dans l'élaboration de leur politique économique, et participé à la mise en place du *Ukrainian-European Policy and Legal Advice Center* financé par l'Union européenne ;

-le **Département historique**, dirigé par Edgard Hösch, compte également neuf collaborateurs scientifiques. Il publie les « *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas* » (« Annuaire pour l'histoire de l'Europe de l'est », paraissant depuis 1952), les collections « *Russia Mediaevalis* » et « *Schriften zur Geistesgeschichte des östlichen Europa* » (« Ecrits sur l'histoire intellectuelle de l'Europe orientale »), ainsi que les séries « Histoire » et « Recherches sur l'espace baltique » de la collection « *Veröffentlichungen des Osteuropa-Instituts* » (respectivement 65 et 6 ouvrages parus). Le Département a récemment mené plusieurs recherches sur l'Ukraine (la politique d'ukrainisation des années 1920/1930, la resoviétisation de l'Ukraine après 1945) et sur la présence allemande en Europe de l'est (les relations germano-finlandaises au XXe siècle, les relations entre la Bavière et la Russie, l'émigration des Allemands de Russie vers l'Allemagne, etc.) ;

<sup>26</sup> La revue « *Economic Systems* », publiée intégralement en anglais, remplace l'ancien « *Jahrbuch der Wirtschaft Osteuropas* » (« Annuaire de l'économie est-européenne », paraissant depuis 1976). « *Economic Systems* » est l'organe de la *European Association for Central and East European Studies* animée par l'Institut de l'Europe de l'est. Elle compte dans son comité scientifique les chercheurs français Wladimir Andreff et Irena Grosfeld.

-la **bibliothèque**, dirigée par Birgit Wetzler, compte 160 000 ouvrages et 750 abonnements en cours environ. Elle publie chaque année un registre des travaux universitaires en cours sur l'histoire de l'Europe de l'est et du sud-est (« *Verzeichnis der in Vorbereitung befindlichen Universitätsschriften zur Geschichte Ost- und Südosteuropas* ») ;

-enfin, l'importance prise par les études ukrainiennes au sein de l'Institut ont conduit en janvier 2000 à la création d'un **Département d'études ukrainiennes** qui compte un collaborateur à Munich, et deux à autres Kiev.

Dans la mesure où il existe déjà un Institut du sud-est à Munich, dont un des directeurs est spécialiste des questions économiques balkaniques (F.-L. Altmann), l'Institut de l'Europe de l'est s'occupe peu des Balkans. Toutefois, il a réalisé une recherche sur le niveau de développement économique des Etats de l'Europe du sud-est (financé par le *Land* de Bavière), et certains de ses chercheurs suivent l'actualité économique de l'ex-Yougoslavie (Katrin Boeckh, Walter Gruber), de l'Albanie (Hermann Clement), de la Bulgarie (Michael Knogler) et de la Roumanie (Manuela Troschke). Le directeur de l'Institut, Günter Hedtkamp, a été en 1999 conseiller du Conseil de l'Europe sur la Macédoine, et a réalisé à ce titre une étude sur les pouvoirs locaux dans cette ancienne république yougoslave.

La prise en compte de l'Institut de l'Europe de l'est reste toutefois essentielle pour comprendre l'organisation des études balkaniques à Munich, dans la mesure où il travaille étroitement avec d'autres centres de recherches plus centrés sur la région (« Conversations munichoises », projet « FOROST » -voir plus loin), et est directement concerné par les actuels projets de réorganisation des recherches sur l'Europe de l'est et du sud-est.

## **B- Les études balkaniques à l'Université de Munich**

Il existe à l'université de Munich un Institut pour l'histoire de l'Europe de l'est et du sud-est (*Institut für Geschichte Ost- und Südosteuropas*, voir plus loin) et un Institut pour l'économie et la société de l'Europe de l'est et du sud-est (*Institut für Wirtschaft und Gesellschaft Ost- und Südosteuropas* <sup>27</sup>). En outre, plusieurs autres instituts universitaires s'intéressent aux questions est-européennes et balkaniques, tels que l'Institut de philologie slave <sup>28</sup>, l'Institut de byzantinisme et de philologie néo-hellénique, l'Institut de romanistique (langue et culture roumaines), l'Institut de théologie orthodoxe, l'Institut pour l'histoire et la culture du Proche-orient et pour la turcologie, ou encore l'Institut d'études politiques et l'Institut d'ethnologie allemande et comparée (voir plus loin). Enfin, le *Center for Applied Policy Research* créé en 1995 par l'Université de Munich (voir plus loin) est lui aussi très actif dans les études est-européennes et balkaniques, et un nouveau cursus universitaire intitulé « Etudes centrées sur l'Europe de l'est et du sud-est » (« *Schwerpunktstudium Ost- und Südosteuropa* »), et associant les différents instituts précités, a été créé en 1999 (site web : <http://www.fak09.uni-muenchen.de/oseg/schwerpunktstudium>).

<sup>27</sup> L'Institut pour l'économie et la société de l'Europe de l'est et du sud-est n'est pas traité ici, dans la mesure où cet Institut de taille modeste (un professeur et deux assistants) reste centré sur l'ex-Union soviétique et n'a pas vraiment d'activités de recherche propres (site web : <http://max10.wap.vwl.uni-muenchen.de/osteuropa/>)

<sup>28</sup> L'Institut de philologie slave de l'Université de Munich, non traité ici, joue un rôle central dans la philologie slave en Allemagne, puisqu'il publie « *Die Welt der Slaven* » (« Le monde des Slaves », paraissant depuis 1955), revue semestrielle consacrée aux langues et aux cultures slaves, ainsi que les collections « *Slavistische Beiträge* » (« Contributions en slavistique », près de 400 volumes parus depuis 1960) et « *Sagners Slavistische Sammlung* » (« Collection Sagner de slavistique », une trentaine de volumes parus depuis 1974). Voir son site web <http://www.fak12.uni-muenchen.de/slav/adr.htm>.



**\* Institut pour l'histoire de l'Europe de l'est et du sud-est (*Institut für Geschichte Ost- und Südosteuropas*) et Institut albanais (*Albanien-Institut*)**

Directeur : Edgard Hösch

Schellingstr. 12  
80 539 MÜNCHEN

Tel. : (089) 218 054 80  
Fax : (089) 218 054 79  
E-mail : edgard.hoesch@gmx.net

<http://www.fak09.uni-muenchen.de/oseg>

L'Institut pour l'histoire de l'Europe de l'est et du sud-est a été créé en 1959 au sein de la Faculté de philologie de l'Université de Munich. Il compte huit collaborateurs scientifiques (professeurs : Edgard Hösch, Peter Bartl, Horst Glassl, professeur émérite : Gerhard Grimm ; assistants : Zsolt Lengyel, Olivia Griese, Hildrun Glassl), possède une bibliothèque riche de 12 000 ouvrages environ, et édite la revue « *Münchener Zeitschrift für Balkankunde* » (« Revue munichoise d'études balkaniques », dont la parution est interrompue), ainsi qu'une collection intitulée « *Veröffentlichungen des Instituts für Geschichte Ost- und Südosteuropas* » (« Publications de l'Institut pour l'histoire de l'Europe de l'est et du sud-est »). Il héberge en outre l'Institut albanais (*Albanien-Institut e.V.*), dirigé par le professeur Peter Bartl, qui dispose d'une bibliothèque propre de 3 000 ouvrages environ, et édite la collection « *Albanische Forschungen* » (« Recherches albanaises », vingt-deux ouvrages parus).

Sur le plan de l'enseignement comme de la recherche, les activités de l'Institut couvrent la Russie, la Finlande et les pays baltes (E. Hösch, O. Griese), la Hongrie et l'Empire austro-hongrois (H. Glassl, Z. Lengyel), les Balkans (E. Hösch, P. Bartl, G. Grimm), l'Albanie (P. Bartl) et la Grèce (G. Grimm). Un élargissement à l'Ukraine est actuellement envisagé. En ce qui concerne plus précisément les études balkaniques, l'Institut participe depuis plusieurs années à un projet germano-hongrois sur les minorités en Europe du sud-est. Il a en particulier réalisé, grâce à un financement de la *Volkswagen Stiftung*, une recherche sur « *Les Allemands et les Hongrois comme minorités nationales dans l'espace danubien* », et publié avec l'Institut du sud-est un « *Manuel bibliographique des groupes ethniques de l'Europe du sud-est* ». Sur le plan individuel, E. Hösch a réalisé récemment plusieurs études sur les Allemands et les Juifs de Roumanie ainsi que, pour la *Volkswagen Stiftung*, sur la Bosnie-Herzégovine dans la première et la deuxième Yougoslavie. P. Bartl, quant à lui, a publié une liste des sources disponibles sur l'Albanie du XVIIe et XVIIIe siècle, puis entrepris l'édition de rapports rédigés par les missionnaires catholiques présents à cette époque en Albanie.

Au sein de la Faculté de philologie, l'Institut se situe entre l'enseignement général de l'histoire d'une part, celui des diverses langues est-européennes (slaves, finno-ougriennes, albanaise, grecque, turque) d'autre part, les enseignements dispensés par les membres de l'Institut s'intégrant dans ces différents cursus universitaires. Il assure en outre, sous la responsabilité du professeur Peter Bartl, du nouveau cursus « Etudes centrées sur l'Europe de l'est et du sud-est » (voir plus haut). Enfin, l'Institut organise chaque semestre, pour les étudiants de troisième cycle, un séminaire hebdomadaire conjoint avec l'Institut pour l'histoire et la culture du Proche-orient et pour la turcologie, dont le directeur et la vice-

directrice, Hans-Georg Majer et Suraiya Faroqhi, sont deux spécialistes renommés des Balkans ottomans<sup>29</sup>.

En dehors de l'Université, l'Institut entretient des relations étroites avec les autres centres de recherche travaillant sur l'Europe de l'est et du sud-est, comme l'atteste le fait que Edgard Hösch soit directeur de l'Institut du sud-est d'une part, du Département historique de l'Institut de l'Europe de l'est d'autre part. De même, Horst Glassl est directeur de l'Institut hongrois (*Ungarisches Institut*) de Munich, qui édite la revue « *Ungarn-Jahrbuch* » (« Annuaire hongrois ») et la collection « *Studia ungarica* », et Gerhard Grimm directeur de l'Institut pour la géographie de la Prusse orientale et occidentale (*Institut für Landeskunde Ost- und Westpreussens*). Les membres de l'Institut ont également différentes responsabilités internationales, E. Hösch étant membre de l'Académie finlandaise des sciences et d'une Commission sur l'histoire des Slaves du sud financée par la fondation autrichienne « *Pro Oriente* », et Peter Bartl collaborateur du Centre d'études sur l'histoire et la civilisation adriatiques d'Ancône. L'Institut albanais a par ailleurs accueilli plusieurs chercheurs ou boursiers étrangers, parmi lesquels des chercheurs français venus utiliser son importante bibliothèque (Nathalie Clayer, Odile Danièle, etc.).

**\* Institut d'ethnologie allemande et comparée (*Institut für deutsche und vergleichende Volkskunde*)**

Ludwigstr. 25  
80 539 MÜNCHEN

Tel. : (089) 218 036 08  
Fax : (089) 218 035 07  
E-mail : k.roth@lrz.uni-muenchen.de

Parmi les multiples instituts de l'université de Munich traitant des questions balkaniques, il convient de s'intéresser en particulier à l'Institut d'ethnologie allemande et comparée. En effet, si cet Institut créé en 1963 traite surtout de l'espace germanique, il a toujours eu une dimension balkanique dans ses activités, grâce à la présence parmi ses membres fondateurs du professeur Leopold Kretzenbacher, remplacé en 1978 par le professeur Klaus Roth. Ce dernier travaille sur la culture populaire bulgare, le village balkanique et, plus récemment, sur les cultures du quotidien dans le communisme et le post-communisme. Il a pour assistante Gabriela Wolf, qui travaille également sur les Balkans.

Parmi les projets de recherche les plus récents menés par Klaus Roth et Gabriela Wolf figurent une recherche internationale sur les littératures populaires yougoslave, bulgare et grecque (1984-1988, financement de la *Deutsche Forschungsgemeinschaft*), la publication d'une bibliographie sur les cultures populaires des Slaves du sud (K. Roth / G. Wolf, *Südslavische Volkskultur / South Slavic Folk Culture*, Colombus : Slavica Publishers, 1993) et une recherche internationale en cours sur les transformations de la culture du quotidien dans l'Europe post-communiste (étude comparative d'un village de Bulgarie et d'un village de Thuringe en ex-RDA). Enfin, l'Institut d'ethnologie allemande et comparée est associé au projet « FOROST » (voir plus loin).

---

<sup>29</sup> Hans-Georg Majer est en outre président du Conseil scientifique (*wissenschaftlicher Beirat*) de la *Südosteuropa-Gesellschaft*.

Toutefois, l'importance de cet Institut d'un point de vue balkanique provient surtout de la place qu'occupe Klaus Roth dans plusieurs associations et, au-delà, dans l'animation des études balkaniques. En Allemagne, Klaus Roth est un des vice-présidents de *la Südosteuropa-Gesellschaft*, et le président du comité national de l'Association internationale pour les études sud-est européennes (AIESEE). Par ailleurs, il édite depuis 1997, en collaboration avec l'Institut ethnographique de l'Académie des sciences de Bulgarie, la revue annuelle trilingue (anglais, allemand, français) « *Etnologia Balkanica* », seule revue d'anthropologie consacrée aux Balkans<sup>30</sup>.

L'histoire de cette revue est liée à la tentative de créer une association internationale des anthropologues travaillant sur l'Europe du sud-est. Une première tentative dans ce sens avait eu lieu en 1995, avec la création de l'*Association for Balkan Anthropology* par l'anthropologue canado-bulgare Asen Balikci. Mais, après avoir organisé deux conférences en 1996 (Bankja, Bulgarie en 1996 et Bucarest, Roumanie en 1997<sup>31</sup>), cette association a périclité. En décembre 1999, une nouvelle initiative a été lancée, visant à la création d'une *International Association for Southeast European Anthropology* (InASEA), et à l'organisation d'une conférence internationale à Sofia en septembre 2000 (« *The Anthropology of Southeast Europe -Ten Years After : Socio-Cultural Aspects of Transformation* »)<sup>32</sup>. Cette initiative, dans laquelle Klaus Roth joue un rôle central, rassemble plusieurs grands noms de l'anthropologie balkanique (Deema Kaneff, Karl Kaser, Vintila Mihailescu, Slobodan Naumovic, etc.), et la conférence de Sofia devrait rassembler entre 60 et 70 intervenants<sup>33</sup>.

**\* Centre de recherche politique appliquée (*Center for Applied Policy Research*)**

Responsable Balkans : Wim van Meurs

Maria-Theresa str. 2  
81 675 MÜNCHEN

Tel. : (089) 490 429 198

Fax : (089) 490 429 29

E-mail : meurs@lrz.uni-muenchen.de

<http://www.cap.uni-muenchen.de>

Ni centre de recherche autonome, ni département ou institut universitaire, le Centre de recherche politique appliquée (CAP) occupe une place particulière dans le paysage académique munichois, et illustre bien les évolutions actuelles de la recherche en Allemagne. Plus qu'un centre de recherche au sens strict, il s'agit en effet d'une structure mettant des compétences scientifiques au service de l'expertise, du conseil et de l'initiative politiques. Les responsables du CAP insistent du reste sur cette originalité, en le définissant comme une « université sans étudiants », et en opposant aux traditions académiques allemandes le modèle des « *think tanks* » américains. Pour eux, il importe donc de produire des études courtes et directement utilisables par les responsables politiques, de leur assurer une grande diffusion, de

<sup>30</sup> Les chercheurs français Bernard Lory et Albert Doja font partie du bureau éditorial de la revue.

<sup>31</sup> Le titre de la conférence de Bankja (29-31 août 1996) était « *Ideology in Balkan Anthropology* » ; celui de la conférence de Bucarest (4-7 septembre 1997) « *Identity, Migration and Boundaries in the Balkans* ».

<sup>32</sup> Cette conférence est organisée par la *Südosteuropa-Gesellschaft* (Munich), le *Ost- und Südosteuropa-Institut* (Vienne), l'Institut d'ethnologie de Fribourg (Suisse) et l'Institut ethnographique de Sofia (Bulgarie).

<sup>33</sup> A noter qu'il n'y aura qu'un seul intervenant français (Albert Doja).

poursuivre enfin un constant travail de relations publiques et de vulgarisation scientifique par l'organisation de conférences et de colloques d'une part, par une forte présence dans les médias écrits et électroniques d'autre part.

Concrètement, le CAP a été créé en 1995 dans le cadre de l'Institut d'études politiques de l'université de Munich, qui lui fournit les locaux et les équipements nécessaires à son fonctionnement. Mais la rémunération de ses collaborateurs provient exclusivement des revenus tirés d'études commandées par des administrations allemandes (*Auswärtiges Amt*, ministère de la Défense, etc.) et européennes (Union européenne, etc.), ou encore par la *Bertelsmann Stiftung* (site web : <http://www.bertelsmann-stiftung.de>). Au total, le CAP compte une soixantaine de collaborateurs scientifiques à temps plein ou à temps partiel, dont une quinzaine sont pris en charge par la *Bertelsmann Stiftung* (*Bertelsmann Group for Policy Research*). Comme nous le verrons, l'essentiel des activités du CAP concernant l'Europe balkanique est financé par cette même fondation.

Les activités du CAP sont organisées autour de quatre départements, à savoir le Groupe de recherche sur les affaires allemandes, le Groupe de recherche sur les affaires européennes, le Groupe de recherche Jeunesse et Europe et le Groupe de recherche sur l'avenir global. C'est dans le cadre du Groupe de recherche sur les affaires européennes (directeur : Josef Janning) que le CAP a développé ses activités sur l'Europe post-communiste. Le CAP compte en effet quatre collaborateurs permanents travaillant sur cette région, dont l'un s'occupe plus spécifiquement de l'Europe balkanique et les pays baltes (Wim van Meurs). A ces collaborateurs permanents s'ajoute un important réseau de collaborateurs extérieurs situés en Allemagne (principalement à l'Institut du sud-est, en ce qui concerne les Balkans) ou dans les pays concernés, les responsables du CAP insistant sur la nécessité de s'appuyer sur les experts et les acteurs politiques locaux.

Le CAP a d'abord centré ses activités sur l'Europe centrale. Grâce à des financements de la *Bertelsmann Stiftung* et de l'Union européenne, il a fourni plusieurs études importantes sur les questions de sécurité et d'élargissement en Europe centrale, ainsi que divers *working papers* sur des questions plus pointues (adoption de l'acquis communautaire, réforme des systèmes d'assurances sociales, des politiques agricoles, des administrations régionales, etc.). En ce qui concerne l'Europe balkanique, les premières activités du CAP ont concerné les questions de minorités nationales. Dans le prolongement d'une étude sur les minorités en Europe de l'est<sup>34</sup>, le Groupe de recherche sur les affaires européennes du CAP et la *Bertelsmann Stiftung* ont organisé entre 1996 et 1998 une série de rencontres en intellectuels serbes, intellectuels albanais kosovars et diplomates ou experts occidentaux une série de rencontres consacrées aux « Stratégies et options pour le Kosovo ». Les travaux de différents groupes de travail ont été publiés<sup>35</sup>, ainsi qu'un document intitulé « *Joint Recommendations on the Kosovo Conflict* »<sup>36</sup> dont les propositions auraient, selon Wim van Meurs, influencé le contenu des accords de Rambouillet.

Quoi qu'il en soit, la guerre du Kosovo (mars-juin 1999) et le lancement du Pacte de stabilité pour l'Europe du sud-est (juillet 1999) ont incité le CAP et la *Bertelsmann Stiftung* à mettre en place un ambitieux programme de recherche sur l'Europe balkanique, et plus

<sup>34</sup> Voir Georg BRUNNER, *Nationality Problems and Minority Conflicts in Eastern Europe –Stratégies for Europe*, Gütersloh : Bertelsman Foundation (1996).

<sup>35</sup> Josef JANNING / Martin BRUSIS (ed.), *Exploring Futures for Kosovo : Kosovo Albanians and Serbs in Dialogue*, Munich : CAP, Research Group on European Affairs (1997).

<sup>36</sup> « *Joint Recommendations on the Kosovo Conflict* », Halki (10 septembre 1997).

particulièrement sur les questions de sécurité et d'intégration<sup>37</sup>. Le premier résultat concret de ce projet a été l'organisation, en juin 2000 à Bruxelles, d'une rencontre intitulée « *The Balkans and the New European Responsibilities* », avec la participation entre autres de Bodo Hombach (coordinateur du Pacte de stabilité), Wolfgang Petritsch (Haut représentant en Bosnie-Herzégovine), Rory Sullivan (responsable de la Banque mondiale pour les Balkans), Georges Soros et, venant de France, Jacques Rupnik.

A la fin de l'année 2000, un premier rapport intitulé « *Risk Report 2000 on Direct Neighbourhood* » devrait dresser un état des divers risques existant aux nouvelles frontières de l'espace européen (Balkans, ex-Union soviétique). Cette importante étude sera suivie par d'autres études plus ponctuelles (« *Policy Area Studies* ») et de recommandations politiques (« *Strategy Papers* ») concernant le Pacte de stabilité, les types de risque et les politiques de sécurité, les stratégies d'élargissement. Un « *Strategy Paper Southeastern Europe* » offrira chaque année une analyse synthétique de la situation économique et politique dans l'Europe balkanique. Enfin, le CAP et la *Bertelsmann Stiftung* ont créé un « *Southeast European Forum* » (site web : <http://www.capuni-muenchen.de/bertelsmann/see.html>) associant experts allemands et balkaniques, ainsi que, en liaison avec la Banque mondiale, un réseau d'o.n.g. actives dans le processus d'intégration européenne (site web : <http://www.euintegration.net>). Enfin, le CAP continue de jouer un rôle de médiation dans les Balkans, en organisant par exemple des rencontres entre des diplomates de l'*Auswärtiges Amt* et des représentants de l'opposition serbe.

### **C- Le projet « FOROST » et les projets de réorganisation scientifique**

Les contacts et les liens entre les diverses institutions scientifiques munichoises travaillant sur l'Europe de l'est et du sud-est sont multiples (« ubiquité » institutionnelle de certains chercheurs, appartenance aux comités scientifiques de diverses revues, aux instances nationales ou à la branche locale de la *Südosteuropa-Gesellschaft*, participation à ses manifestations publiques ou à son Université d'été, etc.), et il ne peut être question de les décrire ici de façon exhaustive. A défaut, il faut signaler l'existence de deux « forums » relativement institutionnalisés permettant des rencontres régulières entre chercheurs. D'une part, au sein de l'Université, une « Communauté de travail pour la recherche sur l'Europe de l'est et du sud-est » (« *Arbeitsgemeinschaft für die Ost- und Südosteuropaforschung* ») rassemble tous les universitaires travaillant sur l'Europe de l'est et du sud-est, quel que soit leur département ou institut de rattachement. D'autre part, la *Stiftung Wissenschaft und Politik*, l'Institut du sud-est et l'Institut de l'Europe de l'est organisent conjointement et régulièrement, grâce à un financement de la Fondation Körber (*Körber-Stiftung*), des « Conversations munichoises » (« *Münchener Gespräche* ») consacrées à l'Europe de l'est et du sud-est. Toutefois, le projet de coopération le plus ambitieux et le plus intéressant reste sans doute celui de « Groupement de recherche Europe de l'est et du sud-est » (*Forschungsverbund Ost- und Südosteuropa -FOROST*), lancé en 1999.

Le projet « FOROST » est financé par le ministère bavarois de la Science, de la Recherche et des Arts, et regroupe les différentes institutions scientifiques munichoises travaillant sur l'Europe de l'est et du sud-est (à l'exception notable du *Center for Applied Policy Research*), ainsi que des enseignants-chercheurs isolés liés à diverses universités bavaroises (Bamberg, Bayreuth, Eichstätt, Regensburg, Würzburg). Sur le plan institutionnel, la finalité de cet important projet est de renforcer la coopération entre institutions scientifiques existantes à

<sup>37</sup> Voir CAP / Bertelsmann Stiftung, *Southeastern Europe : Security Risks, Regional Instabilities and Integration Strategies*, Munich : CAP (janvier 2000).

Munich, de mieux intégrer les enseignants-chercheurs isolés de Bavière dans une véritable dynamique régionale, et enfin de financer les travaux de jeunes chercheurs ne disposant pas encore d'un poste fixe. La durée initiale de ce projet est de deux ans (renouvelable deux fois), le budget proposé pour la première période de deux ans est de 4 156 000 DM, et sa réalisation devrait commencer en 2001 ou 2002.

Intellectuellement, le projet « FOROST » se présente sous la forme d'un projet-cadre intitulé « *Transformation et continuité dans les pays en transformation de l'Europe de l'est et du sud-est (y compris la CEI)* » ; ce projet-cadre se divise en sept axes de recherche se subdivisant eux-mêmes en 30 projets individuels :

-axe 1 (transversal) : **Documentation interdisciplinaire et informatisée sur l'Europe de l'est et du sud-est** (deux projets individuels, budget demandé : 290 000 DM) ;

-axe 2 : **Exigences de la transformation économique et juridique dans les pays d'Europe de l'est et du sud-est dans le contexte de rapprochement avec l'Union européenne** (sept projets individuels, budget demandé : 1 109 000 DM) ;

-axe 3 : **Elites et transformation des élites** (cinq projets individuels, budget demandé : 733 000 DM) ;

-axe 4 : **Transformations de la culture du quotidien** (trois projets individuels, budget demandé : 555 000 DM) ;

-axe 5 : **Nation, conscience historique, stéréotypes** (six projets individuels, budget demandé : 721 000 DM) ;

-axe 6 : **La langue comme fondement de l'identité nationale et des échanges culturels** (quatre projets individuels, budget demandé : 341 000 DM) ;

-axe 7 : **Les migrations comme conséquences des ruptures économiques, politiques et sociales** (trois projets individuels, budget demandé : 207 000 DM).

Selon ses concepteurs, le projet « FOROST » offre donc « la possibilité d'explorer les dimensions de la transformation post-socialiste et ses conséquences particulières pour la Bavière de façon inter-universitaire et interdisciplinaire, par le biais de différents axes de recherche s'articulant les uns aux autres.(...) A cette fin, le groupement de recherche doit associer de façon synergique les ressources scientifiques universitaires et extra-universitaires présentes en Bavière ». Ainsi, le projet « FOROST » associe recherches contemporaines et recherches historiques, car il importe de s'intéresser aux « conditions historiques » des transformations actuelles et aux « structures, modèles comportementaux, modes de pensée et imprégnations culturelles » qui les influencent. De même, il associe une dizaine de disciplines des sciences humaines et sociales, à savoir l'histoire, la géographie, la sociologie, l'économie, la science politique, le droit, l'anthropologie, la linguistique, la philologie et la théologie. Enfin, signe des temps, ce projet entend « poser les bases pour des recommandations concrètes de politique économique, sociale et culturelle » à destination des autorités du *Land* de Bavière et des entrepreneurs bavarois<sup>38</sup>.

<sup>38</sup> Voir le document « *Wandel und Kontinuität in den Transformationsländern Ost- und Südosteuropas (einschl. GUS). Entwurf eines Leitkonzepts mit Projektskizzen für den geplanten Forschungsverbund Ost- und Südosteuropa (FOROST)* », Munich (16 février 2000).

A plus long terme, il est probable que le projet « FOROST » vise à influencer le résultat des recompositions en cours des études est-européennes et balkaniques, dans un contexte de rationalisation institutionnelle et de redistribution géographique (voir plus haut). En effet, le transfert de la *Stiftung Wissenschaft und Politik* à Berlin, et sa fusion avec l'Institut fédéral d'études russes, est-européennes et internationales (*Bundesinstitut für ostwissenschaftliche und internationale Studien*)<sup>39</sup> dans un nouvel Institut allemand des relations internationales (*Deutsches Institut für Internationale Beziehungen*), sont déjà acquis (date prévue : janvier 2001). Or, les autorités fédérales semblent également désireuses d'intégrer le Département de recherche contemporaine de l'Institut du sud-est au sein de cet institut. Une telle décision sonnerait le glas de l'Institut du sud-est, et menacerait le statut de Munich comme « capitale » des études balkaniques. Les autorités bavaroises et les institutions concernées n'ont donc pas tardé à réagir, en proposant de regrouper dans un cadre commun les quatre institutions scientifiques autonomes travaillant sur l'Europe de l'est et du sud-est, à savoir l'Institut du sud-est, l'Institut de l'Europe de l'est, l'Institut du droit oriental et l'Institut hongrois<sup>40</sup>. Une telle solution renforcerait la position dominante de Munich en y créant un ensemble interdisciplinaire couvrant l'ensemble de l'Europe post-communiste, et disposant d'une bibliothèque riche de 300 000 ouvrages. En renforçant les liens et les synergies existant entre ces diverses institutions, le projet « FOROST » vise sans doute à crédibiliser cette option munichoise, et à la rendre plus difficilement réversible.

### **III- LEIPZIG, UN PÔLE REGIONAL D'ETUDES BALKANIQUES DANS LES NOUVEAUX LÄNDER**

A Leipzig également, la tradition des études est-européennes et balkaniques remonte au XIXe siècle. Dans l'entre-deux-guerre, il existait à Leipzig un Institut de l'Europe du sud-est semblable à son homologue munichoise, qui éditait les « *Leipziger Vierteljahresschriften zur Südosteuropaforschung* » (« Cahiers trimestriels de Leipzig pour la recherche sur l'Europe du sud-est »). Bien qu'il n'ait pas été réactivé après la Seconde guerre mondiale, la tradition des études balkaniques s'est maintenue à l'Université de Leipzig sous la République démocratique allemande (1949-1989)<sup>41</sup>. La réunification allemande n'en ont pas moins suscité une réorganisation complète des études balkaniques, ainsi qu'un important renouvellement humain, de nombreux spécialistes de l'Europe balkanique travaillant aujourd'hui à Leipzig (Wolfgang Höpken, Stefan Troebst, Maria Huber, etc.) ayant été formés et ayant commencé leur carrière en Allemagne de l'ouest.

Comme à Munich, les institutions scientifiques travaillant peu ou prou sur l'Europe de l'est et du sud-est peuvent être réparties en deux catégories : celles liées à l'Université d'une part, celles ayant un fonctionnement et un financement autonomes d'autre part.

#### **A- les études balkaniques à l'Université de Leipzig**

<sup>39</sup> L'Institut fédéral d'études russes, est-européennes et internationales, créé en 1951 à Cologne, rassemble des spécialistes de toute l'Europe post-communiste, parmi lesquels Wolf Oschlies, spécialiste de l'ex-Yougoslavie et de l'Europe balkanique (site web : <http://www.biost.de>).

<sup>40</sup> Dans un premier temps, il était envisagé de regrouper ces quatre instituts à Ebenhausen, dans les anciens locaux de la *Stiftung Wissenschaft und Politik*. Mais la préférence a été finalement accordée à des bâtiments situés sur le campus de l'Université de Munich.

<sup>41</sup> Sur l'histoire des études est-européennes et balkaniques à Leipzig, voir Uwe HINRICHS, *Konzeption der 'Arbeitsgemeinschaft Südosteuropa an der Universität Leipzig' (AG/SOE/UL)*, texte non-publié (mai 2000), en particulier les pages 1 à 5.

Au sein du premier cycle de l'Université de Leipzig, il existe deux cursus (Histoire de l'Europe de l'est et du sud-est, Langues sud-slaves) et plusieurs enseignements optionnels (Sciences de l'Europe de l'est et du sud-est, Langue bulgare, Langue roumaine, Langue grecque moderne), ainsi que plusieurs chaires ayant un rapport plus ou moins étroit avec l'Europe balkanique :

**\* Chaire d'histoire de l'Europe de l'est et du sud-est (*Lehrstuhl für Ost- und Südosteuropageschichte*)**

Titulaire : Wolfgang Höpken

Burgstr. 21  
04 109 LEIPZIG

Tel. : (0341) 97 37 070  
E-mail : dig@rz.uni-leipzig.de

<http://www.uni-leipzig.de/~historik/suedost.htm>

Il existe au sein du Séminaire historique de la Faculté d'histoire, d'art et d'orientalisme une **chaire d'histoire de l'Europe de l'est et du sud-est** occupée par le professeur Wolfgang Höpken, assisté par Andreas Helmedach. Wolfgang Höpken est un des spécialistes des Balkans les plus réputés en Allemagne ; il s'intéresse entre autres à la Bulgarie et à sa minorité turque, à l'ex-Yougoslavie et aux enjeux historiographiques liés à son éclatement (histoire des mouvements nationaux, histoire de la Seconde guerre mondiale, etc.), à la définition de l'Europe balkanique (spécificités historiques et culturelles, niveau et modes de développement économique et politique, etc.). Un séminaire sur « Mémoire et expérience de la guerre dans les Balkans » (« *Kriegserinnerung und Kriegserfahrung auf dem Balkan* »), animé par Heike Karge et Claudia Weber, est également lié à la chaire d'histoire de l'Europe de l'est et du sud-est cette même chaire. Enfin, en 1999/2000, cette chaire a organisé en association avec celle d'histoire de l'Amérique latine un séminaire intitulé « Seigneurs de guerre, bandes armées et partisans en Amérique latine et dans les Balkans » (« *Warlords, Banden und Freischärler in Lateinamerika und auf dem Balkan* »), qui devrait déboucher sur une publication collective. Au sein du Séminaire historique, une autre chaire liée aux Balkans est la **chaire d'histoire médiévale et byzantine** occupée par Klaus-Peter Matschke ;

-la Faculté de philologie compte plusieurs chaires liées à l'Europe balkanique, à savoir la **chaire de langues sud-slaves et de linguistique sud-est-européenne** occupée par Uwe Hinrichs (assistants : Uwe Büttner, Barbara Beyer, Dušan Hajduk-Veljković), la **chaire de romanistique** occupée par Klaus Bochmann (assistant : Sabine Krause) et la **chaire de néo-hellénistique** occupée par Günter Henrich (assistant : Ursula Novotny). Sur le plan scientifique, Uwe Hinrichs a conduit récemment (1995-1999) un important projet international sur les langues de l'Europe du sud-est, qui a débouché sur la publication d'un ouvrage collectif (Uwe HINRICHS, Hg., *Handbuch der Südosteuropa-Linguistik*, Berlin : Harrasowitz, 1999), Klaus Bochmann travaille plus particulièrement sur la langue roumaine parlée en Moldavie et en Ukraine du sud, et Günter Henrich sur l'évolution de la langue grecque. En outre, le professeur Uwe Hinrichs semble jouer un rôle central dans l'organisation des études balkaniques : en effet, il a été l'organisateur en octobre 1999 d'un colloque international sur « *Les sciences de l'Europe du sud-est dans le nouveau siècle* », dont les actes devraient être publiés chez Harrasowitz (Berlin), et a rédigé le document



présentant le projet de « Communauté de travail Europe du sud-est » (« *Arbeitsgemeinschaft Südosteuropa* ») à l'Université de Leipzig (voir plus loin) ;

-enfin, les professeurs Maria Hubert de l'**Institut de science politique** (Faculté de sciences sociales et de philosophie) et Stefan Troebst de l'**Institut des sciences de la culture** (Faculté de philologie) travaillent également sur l'Europe de l'est et du sud-est. S. Troebst, autre spécialiste réputé de cette région, travaille entre autres sur la « question macédonienne », les questions d'identité nationale, de minorités nationales et de relations interethniques après 1989, les enjeux historiographiques qui leur sont liés, la politique des grandes puissances dans les Balkans de l'entre-deux-guerres, la prévention des conflits et le Pacte de stabilité <sup>42</sup>. Jusqu'en 1998, il était directeur du *European Center for Minority Issues* basé à Flensburg (Schleswig-Holstein). Depuis son arrivée à Leipzig, il est vice-directeur du Centre en sciences humaines « Histoire et culture de l'Europe du centre-est » (*Geisteswissenschaftliches Zentrum Geschichte und Kultur Ostmitteleuropas e.V.*, voir ci-dessous).

### **B- les études balkaniques dans les instituts scientifiques extra-universitaires**

**\* Centre en sciences humaines « Histoire et culture de l'Europe du centre-est »**  
(*Geisteswissenschaftliches Zentrum Geschichte und Kultur Ostmitteleuropas e.V.*)

Directeur : Winfried Eberhard

Luppenstr. 1 B  
04 177 LEIPZIG

Tel. : (0341) 973 55 60  
Fax : (0341) 973 55 59  
E-mail : gwzo@rz.uni-leipzig.de

<http://www.uni-leipzig.de/gwzo>

Comme son nom l'indique, le Centre en sciences humaines « Histoire et culture de l'Europe du centre-est » s'intéresse avant tout à l'Europe centrale<sup>43</sup>, bien qu'il ait Stefan Troebst pour vice-directeur, que Wolfgang Höpken soit vice-président de son Conseil scientifique, et que chacun d'entre eux soit responsable d'un des projets de recherche du Centre (S. Troebst : « Organisations intermédiaires et stabilité démocratique en Europe du centre-est et du sud-est dans l'entre-deux-guerres 1918-1939/41 » ; W. Höpken : « Pluralité culturelle, identité nationale et modernisation dans les métropoles de l'Europe du centre-est 1900-1930 »). Mais ce Centre traite occasionnellement des pays balkaniques (de la Roumanie avant tout), représente la plus importante des institutions scientifiques extra-universitaires de Leipzig

<sup>42</sup> Stefan Troebst est le co-directeur d'un récent ouvrage usuel sur les Balkans rassemblant certains des meilleurs spécialistes de la région : Margarditsch HATSCHIKJAN / Stefan TROEBST (Hg.), *Südosteuropa. Ein Handbuch (Gesellschaft, Politik, Wirtschaft, Kultur)*, Munich : C.H. Beck (1999). Lors de la dernière convention de l'*American Association for the Advancement of Slavic Studies* (AAASS) à Denver en novembre 2000, il présidait un panel intitulé « *Heroes and Assassins : The Balkans in the Period of Nationalism* ».

<sup>43</sup> Dans ses statuts, il est écrit que « le Centre a la mission d'étudier scientifiquement, dans une perspective comparative, l'histoire et la culture de l'Europe du centre-est du Haut Moyen Âge au vingtième siècle. Cette recherche concerne principalement l'espace s'étendant de la Baltique à l'Adriatique, et en particulier les terres historiques polonaises, bohémiennes et hongroises ». Voir « *Satzung der Geisteswissenschaftliches Zentrum Geschichte und Kultur Ostmitteleuropas e.V.* », dans *Berichte und Beiträge* (1996), pp. 190-202.

travaillant sur l'Europe de l'est, et constitue un bon exemple des recompositions scientifiques entraînées par la réunification allemande.

En effet, la plupart des 31 collaborateurs scientifiques de ce Centre sont issus des instituts liés avant 1989 à l'Académie des sciences de la République démocratique allemande. Pour comprendre sa réalité, il faut donc revenir brièvement sur la gestion de cet héritage spécifique. En 1991, le Conseil scientifique (*Wissenschaftsrat*)<sup>44</sup> a décidé de répartir les chercheurs en sciences humaines employés par l'Académie des sciences est-allemandes entre six « groupes de travail » basés à Berlin et géré par la Société Max-Planck (*Max-Planck-Gesellschaft*), cette décision s'inscrivant dans une politique plus générale de la recherche visant à favoriser l'interdisciplinarité et les études comparatives. En 1992 a donc été créé un « groupe de travail » intitulé « Histoire et culture de l'Europe du centre-est », rassemblant d'anciens chercheurs est-allemands spécialistes de l'Europe centrale. Dès cette époque leur ont été associés d'autres chercheurs originaires d'Allemagne de l'ouest. Trois ans plus tard, les six « groupes de travail » ont été transformés en autant de centres de recherche, répartis entre les *Länder* de Berlin, du Brandebourg et de la Saxe, et cofinancés par la *Deutsche Forschungsgemeinschaft* et les *Länder* d'accueil.

Le Centre « Histoire et culture de l'Europe du centre-est » a donc été créé à Leipzig début 1996 par le ministère saxon des Sciences et des Arts (*Sächsisches Staatsministerium für Wissenschaft und Kunst*), l'Académie saxonne des sciences, l'Université de Leipzig, l'Institut historique allemand (*Deutsches Historisches Institut*) de Varsovie, l'Institut Herder (*Herder-Institut*) de Marburg et la « *Societas Jablonoviana* »<sup>45</sup>. Ayant le statut d'association à but non lucratif (*einregistrierter Verein*), il ne fait pas formellement partie de l'Université de Leipzig mais a signé avec celle-ci deux accords de coopération, beaucoup de ses membres y assurant en outre des enseignements. Le *Land* de Saxe finance les locaux, les équipements et le fonctionnement de base du Centre (soit un tiers environ du budget global), alors que les rémunérations des collaborateurs scientifiques proviennent de projets de recherche financés par la *Deutsche Forschungsgemeinschaft* ou le ministère fédéral de l'Éducation et de la Recherche (*Bundesministerium für Bildung und Forschung*).

Sur le plan scientifique, les activités du Centre sont organisées autour de cinq domaines de recherche (*Arbeitsgebiete*), eux-mêmes subdivisés en projets de recherche spécifiques. Ces cinq domaines de recherche sont : « La *Germania Slavica* comme marge occidentale de l'Europe du centre-est » (médiévistes), « Littérature nationale et changement social en Europe du centre-est aux XIXe et XXe siècles », « Les métropoles de l'Europe du centre-est : culture régionale, culture nationale et culture européenne », « Expériences historiques et perspectives de l'Europe du centre-est : systèmes étatiques, nation et démocratie » et « Histoire de la perception des Slaves et de la recherche sur l'Europe du centre-est en Allemagne ». Le Centre possède une bibliothèque riche de 60 000 volumes environ, édite l'annuaire « *Berichte und Beiträge* » (« Rapports et contributions »), ainsi que la collection « *Forschungen zur Geschichte und Kultur des östlichen Mitteleuropa* » (« Recherches sur l'histoire et la culture de l'Europe du centre-est », neuf volumes parus).

<sup>44</sup> Le *Wissenschaftsrat* est une instance d'évaluation des institutions scientifiques allemandes associant représentants du *Bund* et des *Länder*. En 1989, il a été chargé d'évaluer les anciennes institutions scientifiques de la République démocratique allemande et d'esquisser les grandes lignes de leur réorganisation.

<sup>45</sup> L'Institut historique allemand de Varsovie est spécialisé dans les études polonaises, l'Institut Herder, autrefois centré sur les seules populations allemandes (*Ostdeutschen*) de l'Europe de l'est, s'intéresse désormais à cette région en général, et la « *Societas Jablonoviana* » réunit les historiens spécialistes de la Pologne.

En ce qui concerne plus spécifiquement l'Europe balkanique, Eva Behring travaille sur la littérature roumaine et apporte donc une dimension « sud-est européenne » au domaine de recherche « Littérature nationale et changement social en Europe du centre-est aux XIXe et XXe siècles »<sup>46</sup>, le projet de recherche « Organisations intermédiaires et stabilité démocratique en Europe du centre-est et du sud-est dans l'entre-deux-guerres 1918-1939/41 » traite entre autres des organisations professionnelles en Yougoslavie, Roumanie et Bulgarie (Wolfgang Höpken) et des églises en Roumanie (Hans-Christian Maner)<sup>47</sup> et, dans le cadre d'un séminaire intitulé « Pluralité culturelle, identité nationale et modernisation dans les métropoles de l'Europe du centre-est 1900-1930 » (novembre 1998), Wolfgang Höpken a fait une intervention sur le thème « Belgrade, Bucarest, Sofia : constitution des métropoles dans la périphérie sud-est-européenne ». Enfin, une conférence intitulée « La nationalisation de la religion et la sacralisation de la nation en Europe du centre-est, du sud-est et de l'est à l'époque contemporaine » est en projet pour décembre 2000 ;

**\* Institut de géographie régionale (*Institut für Länderkunde*)**

Directeur : Alois Mayr

Schongauerstr. 9  
04 329 LEIPZIG

Tel. : (0341) 255 65 00  
Fax : (0341) 255 65 98  
E-mail : info@ifl.uni-leipzig.de

<http://www.uni-leipzig.de/~ifl>

L'Institut de géographie régionale est la seule institution scientifique extra-universitaire consacrée à la géographie dans toute l'Allemagne. Ses origines remontent à l'Institut allemand de géographie régionale (*Deutsches Institut für Länderkunde*, 1896-1968) et à l'Institut de géographie et de géo-écologie (*Institut für Geographie und Geoökologie*) de l'Académie des sciences de la République démocratique allemande (1969-1991) mais, comme tous les Instituts de ce type, il a été complètement réorganisé en 1992<sup>48</sup>. Aujourd'hui, l'Institut compte 18 collaborateurs scientifiques à temps plein, est membre de la « Communauté scientifique Gottfried Wilhelm Leibniz » (*Wissenschaftsgemeinschaft Gottfried Wilhelm Leibniz*)<sup>49</sup>, et dépend du ministère fédéral de l'Education et de la Recherche

<sup>46</sup> Voir, dans la collection « *Forschungen zur Geschichte und Kultur des östlichen Mitteleuropa* », les ouvrages consacrés aux questions littéraires (Heinrich OLSCHOWSKY / Ludwig RICHTER, Hg., *Im Dissens zur Macht. Samizdat und Exilliteratur der Länder Ostmittel- und Südosteuropas*, 1995 ; Eva BEHRING / Ludwig RICHTER / Wolfgang SCHWARZ, Hg., *Geschichtliche Mythen in den Literaturen und Kulturen Ostmittel- und Südosteuropas*, 1999).

<sup>47</sup> A noter également deux interventions d'invités extérieurs sur « Les organisations patronales en Bulgarie dans l'entre-deux-guerres » (Maria Georgieva, Sofia, 11 novembre 1998) et « L'Eglise orthodoxe roumaine et la légion 'Archange Saint Michel' dans la Roumanie de l'entre-deux-guerre » (Florin Müller, Bucarest, 11 novembre 1998).

<sup>48</sup> Voir à ce sujet l'historique de l'Institut de géographie régionale, disponible sur son site web (<http://www.uni-leipzig.de/~ifl/welcome/will5.htm>).

<sup>49</sup> La *Max-Planck Gesellschaft* est l'organisation qui coordonne et supervise les centres de recherche voués à la recherche fondamentale, et peut donc être considérée comme l'équivalent allemand du CNRS. Toutefois, sur les recommandations du *Wissenschaftsrat* (voir note xxx), ont été créées à côté de la *Max-Planck Gesellschaft* une Communauté scientifique Gottfried Wilhelm Leibniz (*Wissenschaftsgemeinschaft Gottfried Wilhelm Leibniz*), qui rassemble 79 instituts de recherche voués aux sciences sociales appliquées, et

(*Bundesministerium für Bildung und Forschung*) et du ministère saxon des Sciences et des Arts (*Sächsisches Staatsministerium für Wissenschaft und Kunst*). Ses activités de recherche sont financées principalement par le ministère saxon des Sciences et des Arts, la *Deutsche Forschungsgemeinschaft* et la *Volkswagen Stiftung*.

Sur le plan scientifique, l'Institut a pour mission d'étudier les formes et les conséquences spatiales de la réunification allemande, des transformations économiques et sociales en cours en Europe de l'est, et du processus d'intégration européenne. Il publie depuis 1993 le trimestriel « *Europa Regional* » et, depuis 1998, l'organe de l'Académie allemande de géographie régionale (*Deutsche Akademie für Landeskunde e.V.*), « *Berichte zur deutschen Landeskunde* » (« Rapports sur la géographie régionale allemande »). L'espace couvert par les activités de l'Institut est donc constitué avant tout par l'Allemagne et les nouveaux Länder d'une part, les pays d'Europe centrale d'autre part. Toutefois, le vice-directeur de l'Institut, Frank-Dieter Grimm, travaille plus particulièrement sur l'Europe balkanique : il dirige un projet de recherche sur la coopération inter-urbaine en Europe du centre-est et du sud-est, et a (co-)dirigé quatre ouvrages reproduisant les actes de colloques consacrés aux Balkans, et coédités par l'Institut et la *Südosteuropa-Gesellschaft*<sup>50</sup> ;

**\* Institut Simon Dubnow pour l'histoire et la culture juives (*Simon-Dubnow Institut für jüdische Geschichte und Kultur e.V.*)**

Directeur : Dan Diner

Goldschmidtstr. 28  
04 103 LEIPZIG

Tel. : (0341) 217 35 50  
Fax : (0341) 217 35 55  
E-mail : dubnow@rz.uni-leipzig.de

<http://www.uni-leipzig.de/~dubnow>

Le troisième institut scientifique extra-universitaire de Leipzig s'occupant de l'Europe balkanique est l'Institut Simon Dubnow pour l'histoire et la culture juives. Créé en 1995 par le *Land* de saxe, cet institut a pour mission d'étudier l'histoire et la culture des communautés juives d'Europe centrale et orientale. A ce titre, il traite surtout de la Russie, de la Lituanie, de la Pologne et des autres pays d'Europe centrale. Mais il est aussi conduit à s'intéresser aux pays balkaniques, comme l'atteste le fait qu'il organise en novembre 2000 une conférence internationale intitulée « Entre Trieste, Thessalonique et Odessa : perspectives de l'histoire juive en Europe du sud-est 1492-1918 ».

**C- le projet de « Communauté de travail Europe du sud-est » (« *Arbeitsgemeinschaft Südosteuropa* ») à l'Université de Leipzig**

Comme dans le cas de Munich, la présence à Leipzig de différentes institutions scientifiques travaillant sur l'Europe de l'est fait naître tout à la fois le besoin de créer une structure les

<sup>50</sup> Il s'agit des ouvrages suivants : F.-D. GRIMM (Hg.), *Der Wandel des ländlichen Raums in Südosteuropa* (1995) ; F.-D. GRIMM (Hg.), *Aktuelle Umweltprobleme in Südosteuropa* (1996) ; F.-D. GRIMM / K. ROTH (Hg.), *Das Dorf in Südosteuropa* (1998) ; F.-D. GRIMM (Hg.), *Grenzen und Grenzregionen in Südosteuropa* (1998).

reliant entre elles, et la possibilité d'y intégrer des enseignants ou chercheurs plus isolés dans les villes voisines. C'est ainsi que certains enseignants-chercheurs de l'Université de Leipzig (philologie : Uwe Hinrichs, Klaus Bochmann, Günter Henrich ; histoire : Wolfgang Höpken, Klaus-Peter Matschke) ont lancé cette année un projet de « Communauté de travail Europe du sud-est » (*Arbeitsgemeinschaft Südosteuropa*) pour l'Université de Leipzig.

A court terme, l'objectif de cette « Communauté de travail » serait d'éditer un catalogue des enseignements ayant un rapport avec l'Europe balkanique (*Vorlesungsverzeichnis Südosteuropa*), sur le modèle de celui édité par la « Communauté de travail » de l'Université de Berlin, et de mieux agencer entre eux ces différents enseignements. Il s'agirait également de mettre en place un atelier interdisciplinaire et des cours intensifs d'été sur l'Europe du sud-est, une première tentative dans ce sens devant avoir lieu en septembre 2000 avec un cours d'été « *Balkans* » assuré par la Chaire d'histoire de l'Europe de l'est et du sud-est. Enfin, certains enseignants des Universités voisines de Iéna et de Halle pourraient être intégrés à cette « Communauté de travail », l'Université de Iéna offrant depuis 1998 un enseignement optionnel « Etudes sud-est-européennes », et celle de Halle étant la seule des universités allemandes à proposer la langue roumaine comme matière principale. En avril 2000 déjà, les Universités de Leipzig et de Iéna ont organisé en commun une « Semaine macédonienne ».

A plus long terme, cette « Communauté de travail » envisage un développement des études balkaniques à l'université de Leipzig, avec la création d'un second cycle consacré à l'Europe du sud-est (*Aufbaustudiengang Südosteuropa*), ainsi qu'un Institut de l'Europe du sud-est (*Südosteuropa-Institut*). Elle entend également renforcer ses liens avec l'Université libre de Berlin et la « Communauté de travail Europe du sud-est » qui s'y trouve. On peut donc émettre l'hypothèse que, alors que Munich cherche à se constituer en pôle régional en opposition à Berlin, Leipzig entend au contraire se placer dans le sillage des nouvelles dynamiques berlinoises.

Xavier Bougarel, C.N.R.S. (août 2000)